T2

Rapport financier du deuxième trimestre 2012-2013

Pour la période se terminant le 30 septembre 2012

CBC Radio-Canada

Table des matières

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation 3

Rapport de gestion 4

Rétrospective du trimestre 5
- **Faits saillants financiers 5**
- **Faits saillants des activités 8**

1. Le point sur le rendement 12
   - 1.1 **Indicateurs stratégiques 12**
   - 1.2 **Indicateurs opérationnels 14**

2. Capacité de produire des résultats 16
   - 2.1 **Personnes et leadership 16**
   - 2.2 **Capacité des ressources 18**

3. Résultats et perspectives 20
   - 3.1 **Résultats 20**
   - 3.2 **Situation financière, flux de trésorerie et liquidités 29**
   - 3.3 **Le point sur les perspectives et les risques 31**

4. Présentation de l'information financière 33
   - 4.1 **Estimations comptables critiques et conventions comptables futures 33**
   - 4.2 **Transactions entre parties liées 33**

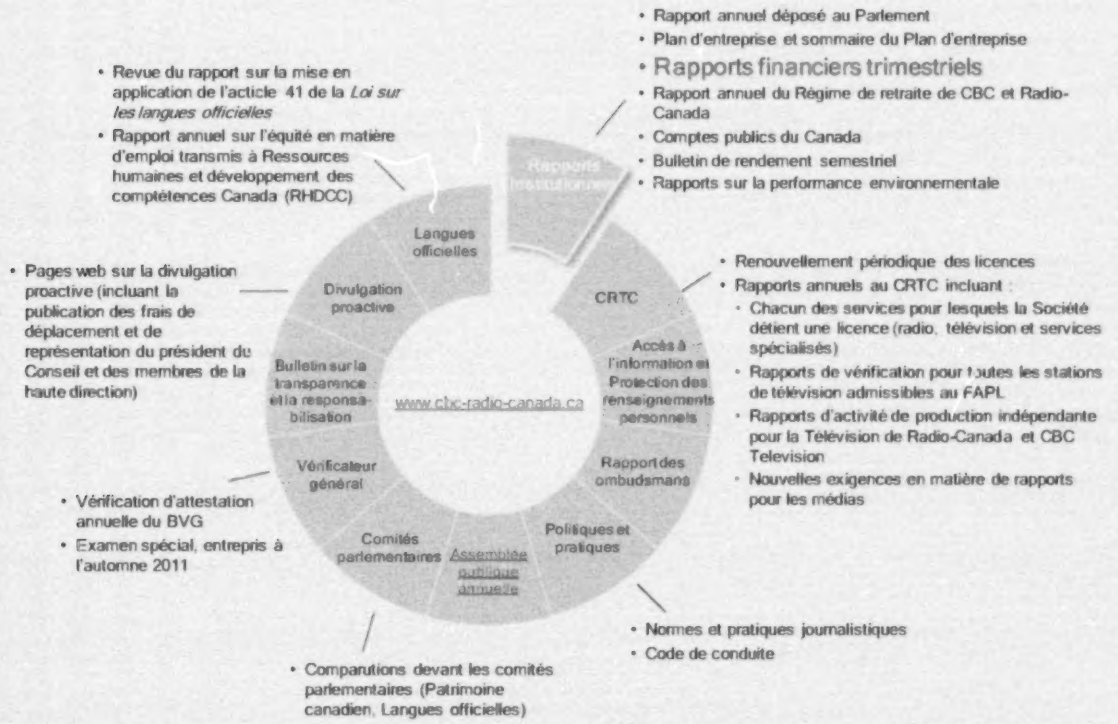
5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs 34

6. États financiers consolidés résumés 35

7. Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés 40

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour s'acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre site web institutionnel de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



Rapport de gestion

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Conformément à notre engagement de faire preuve de transparence et d'assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour la période terminée le 30 septembre 2012. Ce rapport est accessible sur notre site web institutionnel.

Ces états financiers consolidés résumés non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012 n'ont pas été audités par notre vérificateur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires, lesquels suivent un cycle saisonnier. Les revenus publicitaires varient en fonction des conditions du marché et de l'économie en général, ainsi que de la programmation. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier en raison des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

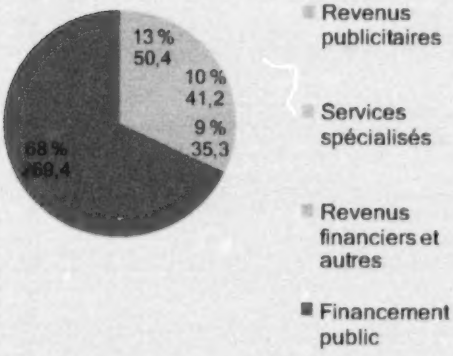
Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats opérationnels et financiers escomptés. Ces déclarations s'appuient sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral de 2012; les contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) disparaîtront progressivement d'ici le 31 août 2014; le marché des revenus publicitaires de la télévision demeurera solide et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section « Le point sur les perspectives et les risques » du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

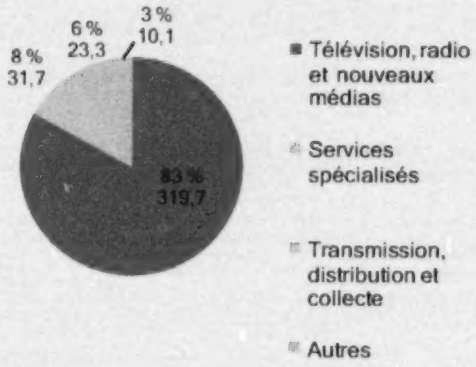
Rétrospective du trimestre

Faits saillants financiers

Revenus et sources de financement pour le T2 2012-2013
(en millions de dollars canadiens)



Répartition des dépenses pour le T2 2012-2013
(en millions de dollars canadiens)



(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Revenus	126 970	128 076	(0,9)	309 675	308 221	0,5
Charges	(384 829)	(389 573)	(1,2)	(886 263)	(861 188)	2,9
Financement public	269 377	291 008	(7,4)	572 425	568 890	0,6
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**11 518**	**29 511**	**(61,0)**	**(4 163)**	**15 923**	**(126,1)**

Le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles s'établit, pour le trimestre, à 11,5 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 18,0 millions de dollars par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette variation traduit l'évolution suivante des revenus, du financement et des dépenses :

- Les revenus ont diminué de 1,1 million de dollars (0,9 pour cent) comparativement à la même période en 2011-2012. Cela est principalement attribuable à la réduction du taux de contribution au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) le 1er septembre 2012, ainsi qu'à d'autres éléments non récurrents. Ces diminutions ont été compensées en partie par une hausse des revenus provenant des services spécialisés.

- Les dépenses ont diminué de 4,7 millions de dollars (1,2 pour cent) comparativement à celles du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les Services anglais, les Services français et les services spécialisés ont vu leurs coûts de programmation baisser. Une réduction générale des dépenses dans la foulée du budget fédéral de 2012 a également contribué à la baisse.
- Le financement public constaté à des fins comptables est en baisse de 21,6 millions de dollars (7,4 pour cent) comparativement à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent, une baisse qui s'explique par la correspondance établie entre le financement et les coûts inscrits au budget du trimestre. Le crédit parlementaire accordé en 2012-2013 devrait être inférieur de 27,8 millions de dollars à celui de l'exercice précédent par suite des réductions intégrées dans le budget fédéral de 2012.

Autres questions financières

Même stratégie, autre trajectoire

Nous avons annoncé le 4 avril 2012 que nous devrions composer avec des pressions financières de l'ordre de 200 millions de dollars étalées sur trois ans. Ces pressions comprennent une réduction de notre crédit parlementaire annuel, à hauteur de 115 millions de dollars sur trois ans, conformément au budget fédéral de 2012, ainsi que de nouveaux coûts inévitables de 85 millions de dollars, dont ceux liés aux investissements que nous devons réaliser pour demeurer un radiodiffuseur public moderne. En outre, les coûts de restructuration ponctuels visant à faire face à ces pressions supplémentaires sont estimés à 25 millions de dollars.

Nous avons commencé au premier trimestre à mettre en œuvre les mesures exposées dans notre plan; ce trimestre, nous avons suivi la trajectoire prévue. Le 31 juillet 2012, nous avons mis hors service notre réseau de transmission de signaux de télévision analogique par voie hertzienne comprenant 607 émetteurs disséminés au Canada. Cette initiative, qui a eu des répercussions sur moins de deux pour cent des Canadiens, se soldera par une diminution des coûts opérationnels. De plus, nous avons mis en vente certains actifs rendus inutiles par la cessation de la transmission analogique, notamment des terrains, des pylônes d'émetteurs, de l'équipement de transmission de signaux de télévision analogique et des immeubles, le tout réparti dans environ 100 sites différents au pays.

Durant ce trimestre, nous avons également poursuivi la mise en application de notre processus de réaménagement des effectifs. Nous prévoyons éliminer 650 postes équivalents à temps plein sur une période de trois ans. De ce nombre, jusqu'à 475 postes seront supprimés au cours du présent exercice.

Fonds pour l'amélioration de la programmation locale

Le 25 octobre, nous avons informé nos employés de notre plan d'action pour compenser le manque à recevoir du FAPL, qui sera aboli progressivement au cours des trois prochaines années. Nous avons pris la décision de protéger autant que possible les initiatives que le FAPL nous a permis de mettre en œuvre. La programmation régionale est un volet essentiel de notre mandat de radiodiffuseur public national, et une présence accrue sur l'ensemble du territoire canadien figure en tête des priorités de notre plan quinquennal, la Stratégie 2015.

L'an dernier, nous avons reçu du FAPL une enveloppe de 47,1 millions de dollars afin d'améliorer les services offerts à nos auditoires dans 20 marchés. Ce financement a été déterminant pour atteindre cet objectif. Il a servi à ajouter des bulletins de nouvelles les week-ends dans la plupart de nos marchés francophones et anglophones ainsi que des bulletins de nouvelles locales de fin de soirée à l'antenne de CBC. Il nous a permis de prolonger de 30 minutes nos bulletins de début de soirée dans plusieurs marchés, et d'améliorer la couverture locale des événements, des manifestations sportives et de la météo. Nous maintiendrons en grande partie ces améliorations malgré la baisse de notre financement, mais cela sera au détriment d'autres priorités.

Nous savions que le CRTC avait l'intention de procéder à un examen du Fonds. Nous nous étions préparés à revoir à la baisse nos prévisions financières triennales actuelles. La décision du CRTC d'éliminer complètement le Fonds signifie que nous devons maintenant réduire notre budget d'une somme additionnelle de 28,4 millions de dollars d'ici 2013-2014. Voici quelques-unes des mesures que nous prendrons à cette fin :

- annulation des plans concernant l'ajout de quatre nouvelles stations de radio locales;
- abolition du Fonds pour la programmation transculturelle (fonds interne déjà réduit en 2012 dans le cadre du processus budgétaire) qui a permis de soutenir la réalisation d'importants projets conjoints (français-anglais), comme les séries *8e feu* et *Rendez-vous* (diffusée sur Espace musique et CBC Radio 2), et la couverture conjointe d'événements d'actualité, comme le printemps arabe;
- réduction de la contribution régionale relative à la programmation hors nouvelles;
- réduction des grilles réseaux;
- réduction des budgets affectés aux communications et aux activités promotionnelles, et recherche d'autres gains d'efficience à déterminer.

Pour en savoir davantage sur ces mesures, veuillez lire le communiqué.

Faits saillants des activités

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre plan stratégique quinquennal, la Stratégie 2015. Trois axes stratégiques sous-tendent ce plan :

- Plus distinctive : programmation réseau et espaces publics nationaux
- Plus régionale : présence régionale et espaces communautaires
- Plus numérique : nouvelles plateformes et nouveaux espaces numériques

Plus distinctive

Au cours du trimestre, nous avons lancé toute une série de nouvelles émissions canadiennes sur les Services français et anglais.

La programmation d'automne de la Télévision de Radio-Canada présente trois nouveautés : *Unité 9*, *Un air de famille* et une nouvelle émission du matin, *Alors on jase*.

La littérature occupe une place de choix sur plusieurs antennes : à la Première Chaîne, du lundi au vendredi, avec *Plus on est de fous, plus on lit!* et à ARTV, avec le nouveau magazine *Lire*. La nouveauté à signaler dans la grille de la Première Chaîne est sans contredit *Pas de midi sans info*, une émission quotidienne d'actualités. En soirée, *Radiorama* propose une sélection des meilleurs moments de la journée sur toutes les antennes radio ou télévision, y compris Radio Canada International (RCI) et le Réseau de l'information (RDI).

CBC Television et CBC Radio ont lancé leur nouvelle saison en septembre. *The Current* avec Anna Maria Tremonti a entamé sa dixième saison à l'antenne de Radio One; le public y retrouvera en outre plusieurs de ses émissions favorites, notamment *Q* avec Jian Ghomeshi, *Day 6*, *As It Happens*, *The Sunday Edition* et *The Massey Lectures*. CBC Television intègre à sa grille horaire les nouvelles émissions *Over the Rainbow*, *Titanic*, *Blood and Steel*, *Scotiabank Giller Prize Gala* et *Murdoch Mysteries*, aux côtés de succès bien établis tels que *Dragons' Den*, *Rick Mercer Report* (qui amorce aussi sa dixième saison), *The Big Decision* et d'autres encore.

Dans le cadre de son engagement à offrir une programmation plus canadienne, CBC Television diffuse *George Stroumboulopoulos Tonight* aux heures de grande écoute depuis le 17 septembre. Le réseau a également créé une version de 30 minutes de *The Lang & O'Leary Exchange* (dont la version de 60 minutes reste au programme de CBC News Network) présentée après les bulletins de nouvelles locales en début de soirée dans la plupart des marchés.

Pour la troisième année consécutive, nous avons été le diffuseur national partenaire de la Fête de la culture, qui a offert des milliers d'activités gratuites, pratiques et interactives dans les collectivités d'un bout à l'autre du pays, du 28 au 30 septembre. Cet événement a été à l'honneur dans la programmation nationale, notamment dans *Q with Jian Ghomeshi* et *This is That*, ainsi qu'à la télévision et à la radio locales. La Maison de Radio-Canada à Montréal a ouvert ses portes au public à cette occasion.

Plus régionale

Le 29 août, Radio-Canada a ouvert officiellement les portes de la Maison de Radio-Canada Est du Québec. Dotée d'équipement haute définition (HD) de pointe, la Maison de l'Est du Québec est le centre de production multiplateforme le plus moderne et le plus efficace du pays. Pour les résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, cela signifie un accès à de l'information régionale sept jours sur sept à la radio, à la télévision et sur le web, de même que près de 5 000 heures de production régionale par an.

Le projet Rive-Sud/Rive-Nord nous a permis d'offrir aux collectivités autour de l'île de Montréal une couverture hyperlocale lors de la récente campagne électorale du Québec. Grâce à leur déploiement unique sur le terrain et à une étroite surveillance des discussions entre électeurs sur les réseaux sociaux, nos équipes ont pu refléter les préoccupations des citoyens avec des reportages proposant des angles originaux. L'équipe de la Rive-Nord a ainsi pu produire un documentaire web du plus jeune candidat élu à l'Assemblée nationale, Léo Bureau-Blouin.

Depuis le 17 septembre, de nombreux bulletins de nouvelles locales de fin de soirée à CBC Television sont passés de 10 minutes à 30 minutes, offrant une couverture étendue des nouvelles et des événements locaux. Le 17 septembre marquait également la première de *CBC News Now with Ian Hanomansing* à CBC News Network. Cette émission nationale de trois heures en direct de Vancouver, diffusée en soirée du lundi au vendredi aux heures de grande écoute dans les fuseaux horaires de l'Ouest canadien, présente les nouvelles de l'heure de toute la région.

CBC a offert une couverture complète de la cérémonie de remise des prix de l'Association de la musique country canadienne (AMCC) à Saskatoon, diffusée en direct à CBC Television le 9 septembre. Du contenu spécial a également été présenté sur les trois webradios consacrées à la musique country dans CBCMusic.ca et sur une chaîne du même site diffusant les grands succès des lauréats de l'AMCC des années précédentes.

Du 6 au 15 juillet, CBC et Radio-Canada ont présenté aux Canadiens le 100e Stampede de Calgary sur de multiples plateformes.

Plus numérique

La stratégie numérique de Radio-Canada continue de prendre forme, privilégiant dialogue, contenus originaux et accès personnalisé. Notre nouvelle application pour iPhone puise dans les archives de Radio-Canada pour offrir un tour des villes canadiennes à 360 degrés. Notre application mobile de la radio permet aux auditeurs d'enregistrer leurs commentaires à la question du jour des émissions *C'est bien meilleur le matin* et *Pas de midi sans info*. Par ailleurs, le guide horaire personnalisé *Radio-Canada et moi*, disponible sur Facebook, offre la possibilité de créer un horaire télé en fonction de ses intérêts et de son emploi du temps.

Depuis la fin de la période de débrouillage le 2 juillet, Explora est offerte sur demande par divers distributeurs francophones. Les premiers résultats d'auditoire confirment qu'Explora démarre en bonne position et a éveillé l'intérêt du public.

RCI.net, le nouveau service de Radio Canada International exclusivement sur le web lancé le 24 juin, a enregistré une hausse du trafic, qui témoigne de l'intérêt continu que suscite le contenu de RCI.

CBC Music et Espace.mu continuent d'enrichir leur contenu. De nouvelles webradios ont été ajoutées à CBCMusic.ca, notamment une autre webradio électronique, une webradio diffusant des titres *new wave* personnellement sélectionnés par l'animateur de *Q*, Jian Ghomeshi, les webradios Kids CBC, Bollywood, Canadian Roots et Classic Soul/R&B, ainsi qu'une deuxième webradio consacrée aux événements spéciaux. Sur Espace.mu, les Canadiens ont pu entendre avant leur sortie en magasin les albums de Khaled, de Louis-Jean Cormier, de Catherine Durand et de Zachary Richard.

CBC a lancé le site web *Inside the News with Peter Mansbridge*, qui jette un regard sur les coulisses de l'actualité, dans un style magazine optimisé pour les tablettes. Le site publie des articles de Peter Mansbridge, des vidéos, des photos et des recommandations personnelles.

Autres questions liées aux activités

Nous avons tenu notre quatrième assemblée publique annuelle (APA) le 25 septembre 2012 devant un auditoire à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, un choix témoignant de notre engagement à accroître notre présence dans les régions. Aux quatre coins du pays, les Canadiens ont pu entendre, par Twitter ou par webdiffusion, le président du Conseil d'administration Rémi Racine, le président-directeur général Hubert T. Lacroix, ainsi que la vice-présidente et chef de la direction financière, Suzanne Morris, présenter les faits saillants de 2011-2012 et un aperçu de l'orientation de la Société pour l'exercice courant et les suivants. Pour voir les archives vidéo de l'APA, cliquez ici.

Au cours du trimestre, nous avons obtenu les droits de diffusion au Canada des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en 2014, des Jeux olympiques d'été de Rio de Janeiro en 2016, ainsi que des Jeux panaméricains de Toronto en 2015. Nous diffuserons ces Jeux en français et en anglais à l'antenne de CBC/Radio-Canada dans la catégorie des grands événements. On y brossera le portrait d'athlètes canadiens talentueux présents dans des compétitions nationales, intercontinentales et internationales. Les Canadiens pourront plonger au cœur de ces Jeux au moment et sur la plateforme de leur choix.

Le 5 septembre 2012, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a relancé le processus public de renouvellement des licences de radiodiffusion de CBC/Radio-Canada. Les audiences pour le renouvellement de nos licences ont débuté le 19 novembre. La Stratégie 2015 énonce notre vision pour l'avenir du radiodiffuseur public national du Canada, mais pour que nous puissions évoluer au rythme du secteur de la radiodiffusion et satisfaire aux préférences des Canadiens, il est essentiel que le CRTC appuie un cadre réglementaire souple. Dans le cadre du processus de renouvellement des licences, le CRTC entend également examiner nos demandes visant la diffusion de publicité nationale à l'antenne de CBC Radio 2 et d'Espace musique.

Strategy, la revue nationale de marketing et de promotion, a inscrit CBC au palmarès des cinq « marques de l'année », aux côtés de sociétés telles que Loblaw et Lululemon. Nous sommes le seul média canadien à avoir obtenu cette distinction.

L'entente pluriannuelle conclue le 1er octobre entre Radio-Canada et le service de diffusion en continu Netflix représente un pas en avant pour un élément clé de notre stratégie numérique : la diffusion de contenu sur des plateformes variées.

Perspectives

Le lock-out des joueurs de la LNH, qui a débuté le 16 septembre, a causé l'annulation des matchs d'avant-saison et de quelques matchs de la saison. La grille-horaire de CBC Television a subi et continue de subir les conséquences du conflit. Nous avons établi des plans de contingence en vue de gérer la situation.

Le 26 juillet, CBC a annoncé sa décision d'établir à Kitchener son nouveau centre de radiodiffusion pour la région de Kitchener-Waterloo. Dès cet hiver, CBC offrira de nouveaux services de nouvelles locales à la radio et sur Internet aux résidents de la région.

Nous avons également annoncé une initiative visant à lancer une conversation à l'échelle du pays en prévision du 150e anniversaire du Canada. Notre but est d'informer les Canadiens, de les inspirer et de servir d'incubateur à des projets locaux, régionaux et nationaux pour marquer l'événement. Nous accueillerons une série de conférences régionales intitulées « 2017 DÉBUTE MAINTENANT » dans des villes du pays qui seront bientôt annoncées, en partenariat avec d'autres organisations canadiennes importantes. Ces conférences commenceront en avril 2013 et se termineront par une conférence nationale en juin 2013.

1. Le point sur le rendement

Comme nous l'expliquons ci-dessous, nos indicateurs de rendement clés (IRC) sont de deux ordres :

Les indicateurs stratégiques intègrent les résultats des sondages réalisés pour mesurer notre efficacité à nous acquitter de notre mandat et le degré d'adéquation entre notre programmation et nos principes directeurs. Ils tiennent également compte de la part de contenu canadien dans nos émissions télévisées.

Les indicateurs opérationnels prennent en considération la part d'auditoire, le nombre de visiteurs sur nos sites web, le nombre d'abonnés à nos services et les revenus réalisés par les Services français et par les Services anglais.

Le Rapport annuel 2011-2012 renferme de plus amples renseignements, notamment les cibles associées à tous les indicateurs de rendement pour 2012-2013.

1.1 Indicateurs stratégiques

Évaluation de nos succès à l'égard de la *Stratégie 2015 : Partout, Pour tous.*

L'un des éléments centraux de la Stratégie 2015 a été la mise au point de mesures pour nous permettre de suivre et d'évaluer de façon continue notre rendement. Nous avons ainsi créé des indicateurs pour chacun des quatre principes directeurs sur lesquels notre vision repose et les avons appliqués aux Services français et aux Services anglais.

Deux fois par année, en janvier et en juin, le Conseil d'administration reçoit un bulletin de rendement qui lui permet de suivre nos progrès réalisés dans l'atteinte de nos objectifs. Nous publions une version condensée du bulletin remis au Conseil sur notre site institutionnel.

Outre le suivi du rendement global à l'égard de l'application de la Stratégie 2015, nous avons mis au point des IRC propres aux Services français et aux Services anglais. Ces IRC mesurent le succès global de l'ensemble des activités de chaque service média. Ces indicateurs sont tirés des plans de gestion préparés par les services médias et reflètent les points de comparaison et les tendances en matière de rendement.

Les indicateurs propres aux services spécialisés, aux nouvelles plateformes et aux revenus sont évalués à compter du début de l'exercice financier; les résultats du deuxième trimestre cumulés jusqu'à ce jour se trouvent à la section 1.2 du rapport.

Les cibles annuelles pour 2012-2013 correspondant à ces indicateurs de rendement sont également indiquées, à côté des résultats de l'exercice précédent.

Attentes et résultats en matière de contenu canadien

Le CRTC établit les attentes en matière de contenu canadien pour la télévision en général, et fixe les attentes en matière de service pour la Télévision de Radio-Canada et CBC Television. Pour la journée de radiodiffusion, soit de 6 h à minuit, au moins 75 pour cent du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, soit de 19 h à 23 h, un minimum de 80 pour cent de contenu canadien doit être diffusé. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1er septembre au 31 août suivant. Le tableau ci-dessous donne les résultats des deux dernières années de radiodiffusion. Au cours de chacune de ces années, la Télévision de Radio-Canada et CBC Television ont dépassé les attentes du CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute. L'un des principaux objectifs de notre plan quinquennal, la Stratégie 2015, est justement d'accroître l'offre de programmation canadienne.

Contenu canadien	Attentes annuelles - réglementation	Résultats 1er sept. 2011 au 31 août 2012	Résultats 1er sept. 2010 au 31 août 2011
Télévision de Radio-Canada			
Journée de radiodiffusion (lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	86 %	86 %
Heures de grande écoute (lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	93 %	93 %
CBC Television			
Journée de radiodiffusion (lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	85 %	84 %
Heures de grande écoute (lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	81 %	82 %

1.2 Indicateurs opérationnels

De nombreuses mesures clés dans le secteur de la radiodiffusion sont prises au cours de la période allant de septembre à mars, et ne sont disponibles qu'à la fin de l'automne. Ainsi, les résultats des indicateurs de rendement ne sont pas toujours disponibles sur une base trimestrielle, comme ceux de CBC Radio, de CBC Television, ainsi que ceux de la radio et de la télévision de Radio-Canada. Ces résultats seront intégrés aux rapports trimestriels à partir du prochain trimestre.

Services anglais

À la fin du deuxième trimestre, les IRC ci-dessous affichent des résultats généralement positifs, notamment en ce qui concerne le nombre d'abonnés aux chaînes spécialisées ainsi que la part d'auditoire et les revenus de CBC News Network, qui correspondent aux attentes ou presque. Cependant, comme nous l'indiquions dans le rapport du premier trimestre, la moyenne mensuelle de visiteurs uniques demeure inférieure aux attentes. Pour les six premiers mois de l'exercice, le nombre de visiteurs uniques accuse une baisse de 6 pour cent par rapport au dernier exercice pour CBC.ca, et de 3 pour cent pour les sites régionaux. Les résultats de la fréquentation des sites feront l'objet d'une surveillance continue.

Les revenus depuis le début de l'exercice correspondent aux prévisions. Nous prévoyons toutefois enregistrer des revenus inférieurs aux cibles pour l'exercice, en raison du conflit de travail à la LNH.

		Cibles annuelles 2012-2013	Résultats à ce jour	Résultats annuels 2011-2012
Télévision				
CBC News Network	Part d'auditoire de la journée complète[1]	1,4 %	1,3 %	1,4 %[2]
Service régional				
Pages web régionales	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques[3]	975 k	886 k	940 k[2]
Nouvelles plateformes				
CBC.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques[3]	6,5 millions	5,8 millions	6,2 millions[2]
Chaînes de télévision spécialisées				
CBC News Network	Abonnés	11,4 millions	11,3 millions	11,3 millions
bold	Abonnés	2,7 millions	2,6 millions	2,6 millions
documentary	Abonnés	2,6 millions	2,7 millions	2,6 millions
Revenus[4]				
Services généralistes, spécialisés et en ligne		399 millions $	178 millions $	399 millions[5] $

1. Source : BBM Canada, audimètres portables (PPM), personnes âgées de 2 ans et plus.

2. Les résultats de 2011-2012 reposent sur la saison de télévision, qui va de septembre à mars, alors que les résultats de 2012-2013 seront fondés sur l'exercice financier, soit la période d'avril à mars.

3. Source : comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.

4. Les revenus de la chaîne *documentary* sont intégrés à 100 pour cent, même si CBC/ Radio-Canada ne détient qu'une part de 82 pour cent dans la chaîne. Les revenus comprennent les crédits du FAPL, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale. Ce fonds est accessible aux stations de télévision généralistes présentes dans les marchés non métropolitains.

5. Les chiffres de 2011-2012 ne comprennent pas les revenus tirés du marchandisage et des droits de diffusion, qui sont cependant inclus dans les cibles de 2012-2013.

Services français

À la lumière de nos résultats à ce jour, nous sommes convaincus d'atteindre nos cibles annuelles. Plusieurs facteurs ont contribué au dépassement des cibles d'auditoire des chaînes spécialisées, notamment, une actualité en effervescence qui a attiré les auditoires de RDI, la stabilisation de l'écoute d'Explora une fois la période initiale de débrouillage terminée le 2 juillet, et une très bonne saison estivale pour ARTV. Nous estimons que les résultats de nos chaînes spécialisées devraient presque atteindre les cibles à la fin de l'exercice. Sur les plateformes numériques, des événements spéciaux en septembre ont fait monter en flèche la portée de Radio-Canada.ca et des microsites régionaux. Selon les moyennes mensuelles pour 2012-2013, nous prévoyons atteindre nos cibles annuelles relatives aux plateformes numériques. Il en va de même pour le nombre d'abonnés aux chaînes spécialisées.

En ce qui concerne les revenus, selon les résultats consolidés du deuxième trimestre, nous prévoyons atteindre des résultats proches de nos cibles à la fin de l'exercice.

		Cibles annuelles 2012-2013	Résultats à ce jour	Résultats annuels 2011-2012
Télévision				
Chaînes spécialisées[1]	Part d'auditoire de la journée complète[2]	4,7 %	5,8 %	4,6 %[3]
Service régional				
Pages web régionales	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques[4]	497 k	566 k	476 k[3]
Sites web[5]				
Radio-Canada.ca, Tou.tv, Bandeapart.fm, RCI.net, Espace.mu	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques[4]	2,1 millions	2,0 millions	2,1 millions[3]
Chaînes de télévision spécialisées				
RDI	Abonnés	11,8 millions	11,8 millions	11,7 millions
ARTV	Abonnés	2,1 millions	2,1 millions	2,1 millions
Revenus[6]				
Services généralistes, spécialisés et en ligne		253,5 millions $	114,9 millions $	228,6 millions[7] $

1. Les chaînes spécialisées comprennent RDI, ARTV et Explora.

2. Source : BBM Canada, audimètres portables (PPM), Québécois francophones âgés de 2 ans et plus abonnés à un service de distribution de télévision.

3. Les résultats de 2011-2012 reposent sur la saison de télévision, qui va de septembre à mars, alors que les résultats de 2012-2013 seront fondés sur l'exercice financier, soit la période d'avril à mars.

4. Source : comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.

5. Espace.mu a été lancé le 13 juin 2011. Les résultats de RCI Vision, qui a été lancé le 20 juin 2011, sont intégrés à ceux de RCI.net.

6. Les revenus de la chaîne ARTV sont intégrés à 100 pour cent, même si CBC/Radio-Canada ne détient qu'une part de 85 pour cent dans la chaîne. Les revenus comprennent les crédits du FAPL, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale. Ce fonds est accessible aux stations de télévision généralistes présentes dans les marchés non métropolitains.

7. Les chiffres de 2011-2012 ne comprennent pas les revenus d'ARTV ni les revenus tirés du marchandisage et des droits de diffusion, qui sont cependant inclus dans les cibles de 2012-2013.

2. Capacité de produire des résultats

Notre capacité à réaliser notre stratégie et à atteindre les résultats escomptés est tributaire de nos employés ainsi que d'autres ressources d'importance qui sont décrites plus loin.

2.1 Personnes et leadership

Nos employés demeurent un élément clé de notre succès. Nous devons continuer de les mobiliser, d'encourager leur développement professionnel et de mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir un milieu de travail sain. Voici un aperçu des activités qui ont eu lieu durant le trimestre :

Un coup de pouce pour l'inclusion et la diversité

Nous avons inscrit dans nos priorités organisationnelles des initiatives en matière d'inclusion et de diversité, afin que nos effectifs soient plus représentatifs de la population canadienne. Chaque année, nous invitons les gestionnaires à soumettre une demande au Fonds Coup de pouce. Avec une enveloppe globale de 200 000 $, le Fonds aide les gestionnaires à atteindre leurs cibles d'embauche et à recruter des candidats issus de la diversité dans les quatre groupes désignés – les membres des minorités visibles, les personnes handicapées, les Autochtones et les femmes à des postes techniques – grâce au financement de stages, d'activités de développement et d'aménagements du lieu de travail. Nous avons reçu plus de 30 propositions et en avons approuvées 26. Grâce au Fonds, nous avons renforcé notre capacité à recruter et à conserver des employés représentant la diversité.

Du dialogue à l'action

À l'automne 2010, nous avons lancé un sondage auprès des employés à l'échelle nationale intitulé « Dialogue », en vue d'évaluer la mobilisation des employés et de trouver des moyens de mieux répondre à leurs besoins. Depuis, nous avons mis en œuvre de nombreuses initiatives locales et nationales afin de répondre aux préoccupations exprimées par les employés. L'un des principaux points soulevés concerne les possibilités d'avancement professionnel à CBC/Radio-Canada.

Ainsi, de février à juin 2012, nous avons mis en œuvre un projet pilote de mentorat dans huit secteurs de CBC/Radio-Canada. Les employés étaient jumelés à des mentors dans un cadre informel et non traditionnel, en vue d'échanger sur leurs besoins particuliers et de favoriser leur développement et leur avancement professionnel. Avec le lancement de la deuxième phase du projet pilote à l'automne, nous entendons dans un premier temps élargir notre portée au sein des secteurs participants, puis l'étendre à d'autres secteurs sélectionnés.

En septembre 2012, nous avons optimisé notre système de recrutement et perfectionné les outils destinés aux gestionnaires et aux employés. Grâce à ces améliorations, les gestionnaires ont plus facilement accès au bassin de talents à l'interne, et les employés, aux possibilités de carrière qui les aideront à progresser.

Langues officielles – Journée de la dualité linguistique

Le 13 septembre 2012, nous avons célébré la Journée de la dualité linguistique, qui souligne l'importance de la diversité linguistique et de l'ouverture culturelle. Nous avons marqué l'événement dans notre portail interne et blogue institutionnel. Il est important pour nous de nous conformer à la *Loi sur les langues officielles*, et nous mettons tout en œuvre à cette fin. Mais la Journée de la dualité linguistique était surtout l'occasion de témoigner notre respect à l'égard des communautés anglophones et francophones du pays, et de resserrer nos liens avec l'ensemble des Canadiens.

Le Rapport 2011-2012 sur la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* est publié sur notre site web institutionnel. Ce document fait état de nos principales initiatives en ce qui concerne l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire (francophones à l'extérieur du Québec et anglophones au Québec) et la promotion de l'anglais et du français. Il souligne également nos réalisations dans les régions.

Reconnaissance

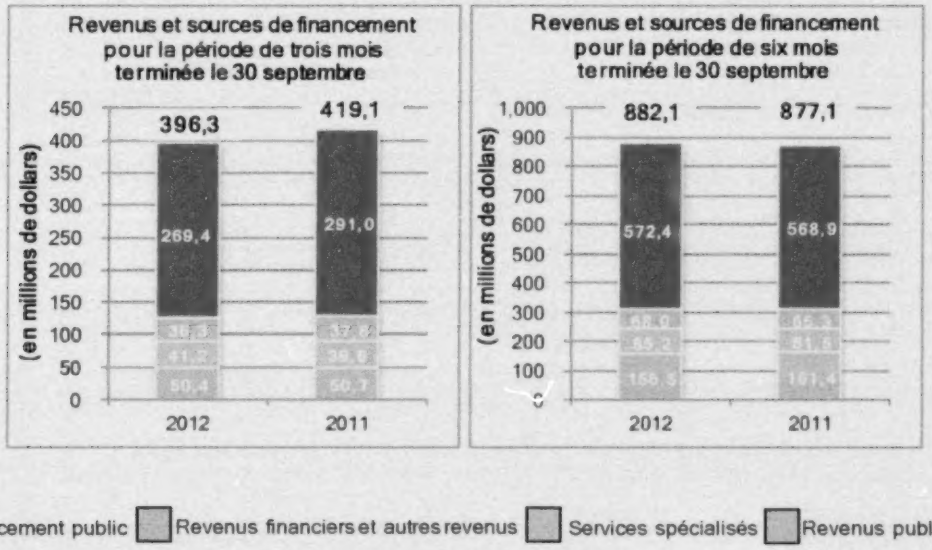
En juin et en octobre, Hubert T. Lacroix s'est rendu à Toronto, à Montréal et à Regina pour remettre les Prix du président 2011. Nous attachons une importance primordiale à célébrer les contributions exceptionnelles de nos employés et à exprimer notre appréciation de leur travail.

Conseil d'administration et direction

L'honorable James Moore, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, a annoncé le 5 octobre 2012 le renouvellement du mandat d'Hubert T. Lacroix au poste de président-directeur général de CBC/Radio-Canada pour cinq ans. M. Lacroix avait été nommé à ce poste le 1er janvier 2008 pour un premier mandat de cinq ans. Avant sa nomination, il a exercé le droit durant près de 25 ans au sein de deux grands cabinets de Montréal. Il a acquis de l'expérience dans le domaine de la radiodiffusion auprès de la Société Télémédia, ainsi qu'à titre d'administrateur de sociétés de ce secteur.

2.2 Capacité des ressources

Nous disposons de quatre sources de financement direct : le financement public pour les activités opérationnelles et les immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus et le financement des services spécialisés et les autres revenus.



La section 3. Résultats et perspectives renferme une analyse des écarts pour le trimestre et depuis le début de l'exercice.

Financement public

Pour le deuxième trimestre de 2012-2013, le financement public a représenté environ 68 pour cent du total des revenus et des sources de financement. Cela comprenait 36,6 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé comparativement à 55,4 millions de dollars pour le premier trimestre, du fait de l'accélération de l'amortissement de nos derniers émetteurs analogiques et de la dépréciation liée à l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI.

Le gouvernement fédéral a annoncé des réductions dans le budget fédéral de 2012. Les réductions nous visant s'élèvent à 115,0 millions de dollars jusqu'en 2014-2015. Elles comprennent, sur le cours de cette période, la disparition du financement ponctuel de 60 millions de dollars que nous recevions depuis 2001 au titre de la programmation canadienne. D'ici la fin de l'exercice en cours, le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles constaté en résultat devrait passer à 999,5 millions de dollars, soit une réduction de 27,8 millions de dollars de la somme reçue par CBC/Radio-Canada pour 2012-2013. Cette réduction atteindra 69,6 millions de dollars en 2013-2014 pour totaliser 115,0 millions de dollars en 2014-2015.

Revenus publicitaires

Nous tirons des revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généraliste et sur d'autres plateformes. Au cours du deuxième trimestre de 2012-2013, ces revenus ont compté pour environ 13 pour cent du total des revenus et des sources de financement.

Les revenus publicitaires constatés au deuxième trimestre sont généralement moins élevés que ceux du premier trimestre du fait du caractère saisonnier de la grille de radiodiffusion.

Revenus des services spécialisés

Les revenus tirés des services spécialisés, qui comprennent les revenus d'abonnement et les revenus publicitaires des chaînes CBC News Network, **bold**, *documentary*, Explora, ARTV et le Réseau de l'information de Radio-Canada (RDI), ont constitué environ 10 pour cent du total des revenus et des sources de financement pour le deuxième trimestre de 2012-2013.

Revenus financiers et autres revenus

Les revenus financiers et les autres revenus, notamment les contributions provenant du FAPL et d'autres activités comme la vente d'émissions, les activités de marchandisage, la location de cars de reportage à des tiers, la location d'actifs immobiliers et la location d'espaces aux sites d'émetteurs de la Société, ont compté pour environ 9 pour cent du total des revenus et des sources de financement au cours du deuxième trimestre. De cette somme, les contributions provenant du FAPL se sont élevées à 11,8 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2011-2012. Le Fonds sera complètement supprimé le 31 août 2014.

Capacité d'emprunt

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir d e contracter des emprunts jusqu'au montant autorisé par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre capacité d'emprunt doit être incluse dans notre Plan d'entreprise pour être approuvée par le ministre des Finances.

La confirmation de la capacité d'emprunt annuelle est en suspens actuellement et tout emprunt devra être approuvé individuellement. Les lignes directrices établies par le ministère des Finances limitent nos activités d'emprunt à des initiatives à court terme, avec une période de récupération rapide. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, nous avons qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouissons des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté. Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, nos actifs et nos passifs sont les actifs et les passifs de l'État.

3. Résultats et perspectives

3.1 Résultats

Sommaire – Résultat net

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Revenus	126 970	128 076	(0,9)	309 675	308 221	0,5
Charges	(384 829)	(389 573)	(1,2)	(886 263)	(861 188)	2,9
Financement public	269 377	291 008	(7,4)	572 425	568 890	0,6
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**11 518**	**29 511**	**(61,0)**	**(4 163)**	**15 923**	**(126,1)**
Éléments hors activités opérationnelles						
Gain (perte) sur dilution provenant d'une fusion	-	(13 476)	N/S	-	25 775	N/S
Dividendes provenant d'une fusion	-	-	N/A	-	5 094	N/S
Gain (perte) sur la cession d'immobilisations corporelles	(628)	37	N/S	(1 124)	(1 444)	22,2
Éléments hors activités opérationnelles	**(628)**	**(13 439)**	**95,3**	**(1 124)**	**29 425**	**(103,8)**
Résultat net de la période	**10 890**	**16 072**	**(32,2)**	**(5 287)**	**45 348**	**(111,7)**

N/A = Non applicable
N/S = Non signicatif

Le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles pour le deuxième trimestre de 2012-2013 s'établit à 11,5 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 18,0 millions de dollars par rapport à celui du même trimestre de l'exercice précédent. Les revenus ont diminué de 1,1 million de dollars (0,9 pour cent), les dépenses de 4,7 millions de dollars (1,2 pour cent), et le financement public comptabilisé en résultat de 21,6 millions de dollars (7,4 pour cent).

Depuis le début de l'exercice, le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles affiche un solde négatif (-4,2 millions de dollars), contre un solde positif de 15,9 millions de dollars pour les six premiers mois de 2011-2012. Ces chiffres cadrent avec les plans mis en œuvre jusqu'à aujourd'hui dans l'exercice, et intègrent les conséquences financières de certaines mesures de restructuration ponctuelles que nous avons prises pour composer avec les pressions financières des trois prochaines années. Les pages qui suivent renferment des renseignements et des explications en détail sur le résultat net pour le trimestre et l'exercice à ce jour.

Revenus

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Revenus publicitaires						
Services anglais	27 328	28 657	(4,6)	102 146	110 097	(7,2)
Services français	23 056	22 047	4,6	54 347	51 345	5,8
	50 384	50 704	(0,6)	156 493	161 442	(3,1)
Services spécialisés						
CBC News Network	20 982	20 056	4,6	42 940	40 921	4,9
RDI	13 187	12 945	1,9	27 952	27 026	3,4
bold	1022	954	7,1	2 070	1971	5,0
Explora	404	-	N/A	641	-	N/A
documentary	1466	1380	6,2	2 987	2 784	7,3
ARTV	4 202	4 286	(2,0)	8 597	8 840	(2,7)
	41263	39 621	4,1	85 187	81542	4,5
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	15 680	14 509	8,1	27 619	25 321	9,1
Services français	11524	10 936	5,4	22 147	18 440	20,1
Services institutionnels	8 119	12 306	(34,0)	18 229	21476	(15,1)
	35 323	37 751	(6,4)	67 995	65 237	4,2
TOTAL	**126 970**	**128 076**	**(0,9)**	**309 675**	**308 221**	**0,5**

N/A = Non applicable

Comparativement aux périodes correspondantes en 2011-2012, les revenus ont diminué de 1,1 million de dollars (0,9 pour cent) au deuxième trimestre et augmenté de 1,5 million de dollars (0,5 pour cent) pour les six premiers mois de l'exercice.

Revenus publicitaires

Dans l'ensemble, les revenus publicitaires au deuxième trimestre de 2012-2013 sont comparables aux revenus enregistrés pour la même période de trois mois en 2011-2012. Les Services anglais ont vu leurs revenus publicitaires baisser de 1,3 million de dollars (4,6 pour cent) en raison, principalement, de la diffusion de trois matchs de hockey d'avant-saison en 2011-2012, alors que le lock-out imposé par la LNH a empêché la tenue de tels matchs en 2012-2013. Du côté des Services français, les revenus publicitaires ont crû de 1,0 million de dollars (4,6 pour cent). Cette croissance s'explique essentiellement par les revenus à la hausse tirés des nouvelles plateformes performantes, surtout Tou.tv et les services de mobilité, de même que par la progression des revenus publicitaires de la télévision généraliste, conformes aux attentes exposées dans la Stratégie 2015.

Depuis le début de l'exercice, les revenus publicitaires ont diminué de 4,9 millions de dollars (3,1 pour cent) par rapport à ceux des six premiers mois de 2011-2012. La baisse de 8,0 millions de dollars (7,2 pour cent) enregistrée par les Services anglais est principalement attribuable à une augmentation des auditoires et des revenus pendant les éliminatoires du hockey diffusées en 2011-2012, grâce à la présence d'une équipe canadienne, les Canucks de Vancouver, dans la finale de la Coupe Stanley. Les Services français ont, quant à eux, comptabilisé une hausse de 3,0 millions de dollars (5,8 pour cent) de leurs revenus publicitaires, laquelle est, comme il a été expliqué ci-dessus, la conséquence du succès remporté par les nouvelles plateformes et de la croissance des revenus publicitaires de la télévision généraliste.

Services spécialisés

Les revenus tirés des services spécialisés, qui comprennent les revenus publicitaires et les revenus d'abonnement, ont augmenté de 1,6 million de dollars (4,1 pour cent) au deuxième trimestre de 2012-2013, et de 3,6 millions de dollars (4,5 pour cent) dans les six premiers mois de 2012-2013, comparativement aux mêmes périodes l'an dernier.

Au deuxième trimestre, les revenus publicitaires de CBC News Network se sont accrus de 0,9 million de dollars (4,6 pour cent) à la suite d'une augmentation des tarifs de publicité due à la croissance de l'auditoire.

La chaîne CBC News Network est largement distribuée sur le territoire canadien; elle rejoint aujourd'hui 11,3 millions de ménages abonnés à un service de distribution par câble ou par satellite (contre 11,2 millions de ménages en septembre 2011). Depuis le début de l'exercice, cette croissance des abonnés s'est traduite par une hausse des revenus de 0,4 million de dollars. L'augmentation des ventes et des tarifs de publicité a également permis d'ajouter 1,6 million de dollars aux revenus publicitaires.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du RDI ont progressé de 0,9 million de dollars (3,4 pour cent). La croissance des abonnés consécutivement au passage au numérique et l'augmentation des ventes publicitaires sont les principaux facteurs à l'origine de la progression.

Revenus financiers et autres revenus

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2012, les revenus financiers et autres revenus ont diminué de 2,4 millions de dollars (6,4 pour cent) par rapport à ceux de la même période l'an dernier. Cette diminution a surtout été le fait d'une réduction de 1,1 million de dollars dans les revenus provenant du FAPL comptabilisés au trimestre terminé le 30 septembre 2012, comparativement à ceux de la même période de l'exercice précédent. Cette situation s'explique par la diminution, le 1er septembre 2012, des contributions versées au FAPL, lesquelles sont passées à 1 pour cent des revenus des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR). D'autres éléments non récurrents expliquent également cette baisse, qui a été compensée en partie par une augmentation des revenus provenant de la location d'installations, de la vente d'émissions et de la production commerciale dans les Services anglais et les Services français.

Depuis le début de l'exercice, la bonne performance des Services anglais et des Services français pour ce poste comptable a plus que compensé les diminutions enregistrées par les services institutionnels, de sorte qu'au total, les revenus financiers et autres revenus ont augmenté de 2,8 millions de dollars (4,2 pour cent). Du côté des Services anglais, outre les sources de revenus à la hausse mentionnées ci-dessus, la signature d'une nouvelle entente pour la prestation de services numériques pendant les éliminatoires de la LNH a généré des revenus supplémentaires depuis le début de l'exercice.

Dépenses opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Télévision, radio et nouveaux médias						
Services anglais	178 449	181 188	(1,5)	429 701	431 112	(0,3)
Services français	141 239	144 836	(2,5)	299 965	302 813	(0,9)
	319 688	326 024	(1,9)	729 666	733 925	(0,6)
Services spécialisés						
CBC News Network	15 658	17 061	(8,2)	31 482	32 125	(2,0)
RDI	10 111	9 971	1,4	20 317	21 711	(6,4)
bold	779	1 598	(51,3)	1 352	2 484	(45,6)
Explora	663	-	N/A	1 950	-	N/A
documentary	936	1 037	(9,7)	1 853	1 812	2,3
ARTV	3 604	4 139	(12,9)	6 988	7 081	(1,3)
	31 791	33 806	(6,1)	63 942	65 213	(1,9)
Transmission, distribution et collecte	23 285	19 531	19,2	70 595	39 171	80,2
Administration nationale	2 385	2 389	(0,2)	5 221	5 599	(6,8)
Paiements aux stations privées	638	528	20,8	1 272	1 299	(2,1)
Charges financières	8 021	8 390	(4,4)	15 953	16 711	(4,5)
Gain de l'entreprise associée	(939)	(1 095)	(14,2)	(386)	(730)	(47,1)
TOTAL	**384 829**	**389 673**	**(1,2)**	**886 263**	**861 188**	**2,9**

N/A = Non applicable

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012, les dépenses opérationnelles s'établissent à 384,8 millions de dollars, en baisse de 4,7 millions de dollars (1,2 pour cent) comparativement à celles du deuxième trimestre de 2011-2012. Depuis le début de l'exercice, elles s'élèvent à 886,3 millions de dollars, en hausse de 25,1 millions de dollars (2,9 pour cent) par rapport à la même période en 2011-2012.

Services de télévision, de radio et de nouveaux médias

Au deuxième trimestre, les dépenses des Services anglais, évaluées à 178,4 millions de dollars, ont été inférieures de 2,7 millions de dollars (1,5 pour cent) à celles du même trimestre de 2011-2012. Cet écart s'explique par l'absence de dépenses liées à la diffusion du gala des prix Gemini, qui aura lieu en mars 2013 seulement, alors que, dans le trimestre correspondant de 2011-2012, des dépenses avaient été engagées pour la diffusion du gala en août 2011. Une réduction générale des dépenses en réaction au budget fédéral de 2012 a également contribué à la diminution.

Au deuxième trimestre, les dépenses des Services français, évaluées à 141,2 millions de dollars, ont été inférieures de 3,6 millions de dollars (2,5 pour cent) à celles de la même période de l'exercice précédent. Cet écart est surtout attribuable à une diminution des coûts de la programmation télévisuelle et radiophonique. Il s'explique également par la transformation de RCI d'un service de radio sur ondes courtes et sur le web en un service international exclusivement sur le web. En outre, les dépenses engagées par les Services anglais et les Services français pour les circuits réseau ont diminué après la mise en place du Réseau convergent de nouvelle génération.

Depuis le début de l'exercice, les dépenses des Services anglais ont diminué de 1,4 million de dollars (0,3 pour cent) comparativement à la même période de 2011-2012. Cette diminution découle en partie de la réalisation d'émissions et de projets spéciaux pendant les six premiers mois de 2011-2012. De plus, les dépenses engagées pour les circuits réseau sont en baisse depuis la mise en place du Réseau convergent de nouvelle génération. Ce résultat a été compensé en partie par un investissement dans les régions conformément à la Stratégie 2015 et par les coûts de restructuration découlant des récentes réductions budgétaires.

Pour les six premiers mois, les dépenses des Services français ont diminué de 2,8 millions de dollars (0,9 pour cent) comparativement au premier semestre de 2011-2012. Comme il a été expliqué ci-dessus, la baisse des coûts de la programmation télévisuelle et radiophonique, la transformation de RCI et la mise en place du Réseau convergent de nouvelle génération sont les principaux facteurs de la diminution des dépenses depuis le début de l'exercice. Cependant, cette diminution a été compensée en partie par une hausse des coûts occasionnés par la location d'installations.

Services spécialisés

Au deuxième trimestre, les dépenses des services spécialisés, évaluées à 31,8 millions de dollars, ont été inférieures de 2,1 millions de dollars (6,1 pour cent) à celles du même trimestre de 2011-2012. La variation des dépenses des services spécialisés pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours comparativement à celle de la même période l'an dernier découle surtout des éléments suivants :

- une diminution de 1,4 million de dollars (8,2 pour cent) des dépenses de CBC News Network en raison d'une baisse des dépenses de programmation;
- une diminution de 0,8 million de dollars (51,3 pour cent) des dépenses de bold attribuable à une réduction des acquisitions d'émissions et à une diminution de l'amortissement des émissions suite à la vente prévue de la chaîne;
- le lancement d'un nouveau service spécialisé, Explora, le 28 mars 2012.

Outre ce qui précède, la diminution, depuis le début de l'exercice, de 1,3 million de dollars (1,9 pour cent) des dépenses des services spécialisés est en partie attribuable au RDI, dont les dépenses ont baissé de 1,4 million de dollars (6,4 pour cent) sous l'effet d'une baisse des coûts de programmation.

Autres dépenses opérationnelles

La hausse de 3,8 millions de dollars (19,2 pour cent) des dépenses pour le deuxième trimestre, et de 31,4 millions de dollars (80,2 pour cent) pour le premier semestre de l'exercice, au titre des activités de transmission, de distribution et de collecte sont principalement le fait de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI et de l'accélération de la mise hors service des derniers émetteurs de télévision analogique. Tout cela a entraîné une augmentation de la dotation aux amortissements et de la perte de valeur ainsi que la constatation des coûts de mise hors service.

Au deuxième trimestre de 2012-2013, d'autres dépenses opérationnelles demeurent relativement stables par rapport à celles du trimestre correspondant de 2011-2012.

Financement public

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	231 819	257 664	(10,0)	478 432	502 433	(4,8)
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	999	0,1	2 000	1 999	0,1
Amortissement du financement des immobilisations différé	36 558	32 345	13,0	91 993	64 458	42,7
TOTAL	**269 377**	**291 008**	**(7,4)**	**572 425**	**568 890**	**0,6**

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles a diminué de 25,8 millions de dollars (10,0 pour cent) au deuxième trimestre de 2012-2013 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, il a diminué de 24,0 millions de dollars (4,8 pour cent). Les crédits parlementaires sont comptabilisés en fonction des besoins prévus, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période.

D'ici la fin de l'exercice 2013, le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé comme revenu devrait s'élever à 999,5 millions de dollars, compte tenu d'une réduction de 27,8 millions de dollars découlant du budget fédéral de 2012.

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé comme financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. L'accroissement de 4,2 millions de dollars (13,0 pour cent) et de 27,5 millions de dollars (42,7 pour cent) respectivement au deuxième trimestre et au premier semestre de 2012-2013 a résulté surtout de l'accélération de l'amortissement de nos derniers actifs de télévision analogique en raison de l'arrêt de la transmission analogique le 31 juillet 2012.

Éléments hors activités opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Gain (perte) sur dilution provenant d'une fusion	-	(13 476)	N/S	-	25 775	N/S
Dividendes provenant d'une fusion	-	-	N/A	-	5 094	N/S
Gain (perte) nette sur la cession d'immobilisations corporelles	(628)	37	N/S	(1 124)	(1 444)	22,2
Éléments hors activités opérationnelles	**(628)**	**(13 439)**	**95,3**	**(1 124)**	**29 425**	**(103,8)**

N/A = Non applicable
N/S = Non signicatif

Au chapitre des éléments hors activités opérationnelles, des pertes totalisant 1,1 million de dollars pour les six premiers mois de 2012-2013, dont 0,6 million de dollars pour le trimestre en cours, ont été constatées sur les sorties d'équipements dans le contexte des efforts que nous avons entrepris pour moderniser nos équipements techniques, notamment les équipements de transmission. En 2011-2012, les éléments hors activités opérationnelles étaient surtout constitués d'un gain sur dilution hors trésorerie et de dividendes reçus consécutivement à la fusion de Sirius Canada et de CSR, dans laquelle nous détenons une participation.

Total du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Résultat net de la période	**10 890**	**16 072**	**(32,2)**	**(5 287)**	**45 349**	**(111,7)**
Autres éléments du résultat global						
Pertes actuariels liés aux régimes à prestations définies	(329 077)	(195 112)	(68,7)	(310 079)	(133 816)	(131,7)
Profits latents nets sur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	N/A	-	94	N/S
Reclassement au résultat des profits latents nets sur des actifs financiers disponibles à la vente réalisés à la transaction de fusion	-	-	N/A	-	(5 094)	N/S
Total des autres éléments du résultat global	(329 077)	(195 112)	(68,7)	(310 079)	(138 816)	(123,4)
Total du résultat global de la période	**(318 187)**	**(179 040)**	**(77,7)**	**(315 366)**	**(93 468)**	**(237,4)**

N/A = Non applicable
N/S = Non signicatif

Au deuxième trimestre de 2012-2013, des pertes totales de 329,1 millions de dollars sont comptabilisées au titre des autres éléments du résultat global, contre des pertes de 195,1 millions de dollars au même trimestre l'an dernier. Elles découlent des variations hors trésorerie de la valeur des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Ces valeurs fluctuent considérablement lorsque les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles. Les gains et les pertes actuariels sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Les pertes actuarielles de 329,1 millions de dollars subies ce trimestre par les régimes de retraite à prestations définies sont principalement attribuables à ce qui suit :

- une diminution du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite, lequel est passé de 4,25 pour cent à 3,75 pour cent, donnant lieu à des pertes actuarielles de 396,8 millions de dollars. Ces pertes ont été compensées par :
- un gain de 67,7 millions de dollars découlant de l'écart entre le taux de rendement réel (2,9 pour cent) des actifs des régimes et le taux de rendement attendu (1,5 pour cent).

Depuis le début de l'exercice, les pertes actuarielles, évaluées à 310,1 millions de dollars, ont aussi été attribuables à la diminution du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite, et ont été compensées en partie par le dépassement du rendement attendu des actifs des régimes (rendement réel de 4,7 pour cent contre rendement attendu de 3,0 pour cent).

Au deuxième trimestre de 2011-2012, les pertes de 195,1 millions de dollars comptabilisées au titre des autres éléments du résultat global étaient principalement attribuables à la diminution du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation des régimes de retraite, et compensées en partie par le dépassement du rendement attendu des actifs des régimes. Au premier semestre de 2011-2012, les pertes actuarielles de 133,8 millions de dollars étaient également attribuables à la diminution du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite, et étaient compensées en partie par le dépassement du rendement attendu des actifs des régimes.

Nous prévoyons que le climat macroéconomique continuera de se répercuter sur les taux d'actualisation et les rendements des actifs qui serviront à calculer les écarts actuariels jusqu'à la fin de 2012-2013.

D'autres renseignements sur nos régimes de retraite sont fournis à la note 11 des états financiers.

3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités

Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour nos activités opérationnelles, nos immobilisations et notre fonds de roulement, et les revenus tirés de nos activités commerciales, comme la publicité. A la suite des mesures annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2012, notre crédit parlementaire annuel sera amputé de 115,0 millions de dollars sur trois ans. Une première réduction de 27,8 millions de dollars est confirmée pour 2012-2013, une seconde de 69,6 millions de dollars est prévue pour 2013-2014, et une dernière portera le total des réductions à 115 millions de dollars en 2014-2015. En outre, le financement reçu du FAPL, soit 47,1 millions de dollars, sera éliminé progressivement d'ici le 31 août 2014.

Devant ces réductions, les coûts ponctuels de restructuration et les autres pressions financières auxquelles nous sommes continuellement soumis pour trouver le financement nécessaire à nos activités et à la Stratégie 2015, nous mettons en œuvre un plan financier dont l'objectif est de préserver l'équilibre entre nos dépenses opérationnelles prévues et nos ressources financières disponibles. Ce plan comprend la recherche de nouvelles sources de revenus publicitaires à la télévision et à la radio pour compenser en partie la réduction du crédit parlementaire, concurremment avec la diminution des besoins de financement des activités opérationnelles et des immobilisations grâce à de multiples initiatives de compression des coûts. La disparition du financement du FAPL devrait également occasionner une diminution d'un certain type de programmation.

Nos flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau suivant pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2012. Notre solde de trésorerie s'élevait à 48,5 millions de dollars au 30 septembre 2012, comparativement à 64,3 millions de dollars au 31 mars 2012.

Position de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 30 septembre			Période de six mois terminée le 30 septembre		
	2012	2011	Écart en %	2012	2011	Écart en %
Flux de trésorerie – Début de la période	**72 512**	**58 153**	**24,7**	**64 277**	**63 224**	**1,7**
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(24 441)	25 236	(196,8)	(5 018)	18 266	(127,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 439)	(3 439)	-	(29 135)	(29 135)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	3 865	3 068	26,0	18 371	30 663	(40,1)
Écart net	(24 015)	24 865	(196,6)	(15 780)	19 794	(179,7)
Flux de trésorerie – Fin de la période	**48 497**	**83 018**	**(41,6)**	**48 497**	**83 018**	**(41,6)**

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 24,4 millions de dollars ce trimestre, en baisse de 49,7 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette variation des flux de trésorerie est surtout attribuable à l'augmentation des flux affectés au financement des besoins du fonds de roulement (21,3 millions de dollars), combinée à une baisse des résultats opérationnels.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie correspondant à celles de 2011-2012, tant pour le deuxième trimestre que pour le premier semestre de l'exercice. Des flux de trésorerie à hauteur de 3,4 millions de dollars ont été affectés à l'obligation au titre de contrats de location-financement au deuxième trimestre des deux exercices. Depuis le début de l'exercice en cours, les sorties de trésorerie, évaluées à 29,1 millions de dollars, ont trait aux remboursements semestriels des obligations liées au Centre canadien de radiodiffusion, à des effets à payer et à l'obligation au titre de contrats de location-financement.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 3,9 millions de dollars ce trimestre, contre 3,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2011-2012. Depuis le début de l'exercice, les entrées de trésorerie, évaluées à 18,4 millions de dollars, ont été inférieures à celles de la période correspondante de 2011-2012, qui s'établissaient à 30,7 millions de dollars. La diminution des entrées de trésorerie générales enregistrée depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à des activités réalisées l'an dernier, notamment un remboursement de capital de 9,9 millions de dollars ayant trait à notre investissement dans Sirius/CSR et des dividendes de 5,1 millions de dollars reçus dans le contexte de la fusion de Sirius et de CSR. Nos investissements dans les immobilisations nécessaires à nos activités de base se sont situés à hauteur de ceux de l'an dernier; le crédit parlementaire reçu depuis le début de l'exercice s'est élevé à 49,6 millions de dollars et l'acquisition de nouvelles immobilisations corporelles et incorporelles a entraîné des sorties de trésorerie totales de 35,3 millions de dollars.

3.3 Le point sur les perspectives et les risques

Au cours du deuxième trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre du plan financier triennal annoncé le 4 avril 2012. Nous avons établi des mesures budgétaires pour faire face à la décision du CRTC d'abolir le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) d'ici le 31 août 2014. Nous avons également élaboré des plans de contingence relatifs aux perturbations dans la saison de la LNH et nous nous sommes préparés en vue des audiences pour le renouvellement de nos licences prévu en novembre 2012.

La Stratégie 2015 a été revue en fonction de l'abolition du FAPL, dont nous avons obtenu plus de 47,1 millions de dollars au cours du dernier exercice afin d'améliorer les services de télévision dans 20 petits marchés. Les modifications apportées réduisent au minimum l'impact sur la programmation et protègent les éléments essentiels de la Stratégie 2015. Certaines des améliorations mises en œuvre et financées par le FAPL seront préservées. Toutefois, étant donné l'ampleur de la réduction, d'autres priorités seront remises en question. La Stratégie 2015 établit notre vision pour l'avenir du radiodiffuseur public national du Canada, mais il nous faut disposer d'un cadre réglementaire souple pour le renouvellement de nos licences par le CRTC afin de suivre l'évolution du paysage de la radiodiffusion et des préférences des Canadiens.

Nous devons également composer avec d'autres pressions. La réussite de notre plan financier sera largement tributaire de la vigueur du marché publicitaire, de nos revenus totaux, de l'impact net du conflit de travail de la LNH et de l'approbation par le CRTC de notre demande en vue de modifier la licence de radiodiffusion de CBC Radio 2 et d'Espace musique pour y ajouter de la publicité et des commandites. De plus, l'incertitude subsiste au sujet du financement de l'inflation des salaires pour 2013-2014 et les années subséquentes. Rappelons que le gouvernement fédéral a cessé de verser ce financement en 2010-2011. Nous continuons de surveiller étroitement le plan financier et d'y apporter les modifications nécessaires.

Les principaux facteurs pouvant influer sur nos résultats financiers sont résumés dans le tableau ci-dessous, qui retrace l'évolution des risques depuis la présentation du rapport annuel en date du 31 mars 2012 et du rapport trimestriel du 30 juin 2012. Pour l'analyse détaillée des risques et des stratégies d'atténuation, se reporter au rapport annuel.

Risque principal	Situation actuelle
1. Préoccupations budgétaires	
a. Stratégie, budget et planification	
Il se peut que les objectifs de la Stratégie 2015 ne soient pas atteints en raison de l'insuffisance des ressources financières qui y sont affectées. Pour assurer la réussite de la Stratégie 2015, il faut réaffecter les fonds et les ressources, et obtenir des revenus supplémentaires. La réduction de notre crédit parlementaire inscrite dans le budget fédéral de 2012, l'existence d'autres pressions financières et la décision récente d'éliminer progressivement le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) viennent compliquer l'atteinte des objectifs de la Stratégie 2015.	Nous avons intégré au plan financier triennal des mesures budgétaires en vue de faire face à la perte du financement du FAPL. Le plan fait l'objet d'une surveillance étroite et des ajustements y sont apportés au besoin. De nombreux défis restent à venir.
b. Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	
Le FAPL est une source de financement essentielle pour CBC/Radio-Canada, dont elle a obtenu 47,1 millions de dollars pour l'année de radiodiffusion se terminant le 31 août 2012. La diminution progressive du Fonds jusqu'à son élimination le 31 août 2014 se répercutera négativement sur notre programmation.	La décision du CRTC de mettre fin aux contributions provenant du FAPL d'ici le 31 août 2014 entraînera une diminution de la programmation. Certaines améliorations apportées à des émissions de nouvelles locales financées par le FAPL seront préservées. Toutefois, étant donné l'ampleur de la réduction, d'autres priorités seront remises en question. Nous devrons notamment diminuer la programmation locale et nationale, réduire les budgets affectés aux communications et aux activités promotionnelles et offrir sur le web seulement les quatre nouvelles stations de radio locales planifiées.
c. Revenus publicitaires – Effet de l'imposition d'un lock-out par la Ligue nationale de hockey (LNH)	
En raison du lock-out imposé par la LNH à ses joueurs, la saison de hockey est retardée. Aucune date n'est encore fixée pour la reprise des matchs.	Ce retard dans la saison de la LNH a eu des répercussions sur les revenus publicitaires. Nous avons établi des plans de contingence afin d'offrir une programmation de remplacement et de limiter les coûts pour faire face à la baisse de revenus qui en découlera.
2. Préoccupations budgétaires	
a. Renouvellement des licences	
Les audiences sur le renouvellement des licences ont commencé le 19 novembre 2012. Leur issue permettra d'établir les conditions de nos licences accordées par le CRTC et déterminera si nous sommes en mesure d'atteindre les objectifs de la Stratégie 2015.	Nous demandons : (1) un cadre réglementaire qui nous procure une agilité et une souplesse accrues pour tenir compte des réalités de la radiodiffusion moderne, et (2) la possibilité de générer des revenus supplémentaires en ajoutant de la publicité et des commandites à CBC Radio 2 et à Espace musique.

4. Présentation de l'information financière

4.1 Estimations comptables critiques et conventions comptables futures

Les modifications futures de conventions comptables sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés résumés.

4.2 Transactions entre parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions entre parties liées (voir la note 17 des états financiers consolidés résumés).

5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés résumés conformément à la norme *IAS 34 : Information financière intérimaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés résumés non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés.

Le président-directeur général,

Hubert T. Lacroix

La vice-présidente et chef de la direction financière,

Suzanne Morris

Ottawa, Canada
21 novembre 2012

État consolidé résumé de la situation financière (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	30 septembre 2012	31 mars 2012
ACTIF		
Courant		
Trésorerie	48 497	64 277
Clients et autres créances (NOTE 4)	143 772	177 331
Programmation (NOTE 5)	214 567	166 104
Stocks de marchandisage	919	811
Charges payées d'avance (NOTE 6)	52 960	113 370
Billets à recevoir	2 229	2 158
Investissement net dans un contrat de location-financement	2 575	2 499
Instruments financiers dérivés (NOTE 18)	174	133
Actif classé comme détenu en vue de la vente (NOTE 7)	1887	234
	467 580	**526 917**
Non courant		
Immobilisations corporelles (NOTE 7)	991958	1047988
Immobilisations incorporelles (NOTE 8)	22 682	28 435
Actifs sous contrat de location-financement	44 242	48 242
Billets à recevoir	48 779	49 903
Investissement net dans un contrat de location-financement	52 770	54 077
Charges différées	21303	7806
Participation dans une entreprise associée (NOTE 9)	6 594	6 208
	1 188 328	**1 242 659**
TOTAL DE L'ACTIF	**1 655 908**	**1 769 576**
PASSIF		
Courant		
Créditeurs et charges à payer (NOTE 10)	89 642	124 638
Provisions (NOTE 12)	45 730	39 062
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 11)	121447	129 850
Dette obligataire	20 330	20 093
Obligation au titre de contrats de location-financement	10 239	9 945
Effets à payer	7870	7794
Revenus différés	4 454	3 511
Passif d'encaissement anticipé	1875	1875
Instruments financiers dérivés (NOTE 18)	70	11
	301 657	**336 779**
Non courant		
Revenus différés	2 797	2 587
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 11)	626 071	333 207
Dette obligataire	282 877	288 533
Obligation au titre de contrats de location-financement	48 916	54 206
Effets à payer	116 002	118 885
Financement des immobilisations différé (NOTE 14)	531602	574 027
	1 608 265	**1 371 445**
Capitaux propres		
Résultats non distribués	(254 474)	60 996
Total des capitaux propres attribuables à la Société	**(254 474)**	**60 996**
Participations ne donnant pas le contrôle	**460**	**356**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**(254 014)**	**61 352**
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	**1 655 908**	**1 769 576**

Engagements (NOTE 19)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé du résultat
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois se terminant le 30 septembre		Six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
REVENUS (NOTE 13)				
Publicité	50 384	50 704	156 493	161 442
Services spécialisés	41 263	39 621	85 187	81 542
Autres revenus	33 170	35 424	63 495	60 582
Revenus financiers	2 153	2 327	4 500	4 655
	126 970	**128 076**	**309 675**	**308 221**
CHARGES				
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	319 689	326 024	729 666	753 925
Services spécialisés	31 751	33 806	63 942	65 213
Transmission, distribution et collecte (NOTE 7)	23 285	19 531	70 595	39 171
Administration nationale	2 385	2 389	5 221	5 599
Paiements aux stations privées	638	526	1 272	1 299
Charges financières	8 021	8 390	15 953	16 711
Gain de l'entreprise associée	(939)	(1 095)	(386)	(730)
	384 829	**389 573**	**886 263**	**861 188**
Perte opérationnelle avant financement public et éléments hors activités opérationnelles	**(257 859)**	**(261 497)**	**(576 588)**	**(552 967)**
FINANCEMENT PUBLIC (NOTE 14)				
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	231 819	257 664	478 432	502 433
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	999	2 000	1 999
Amortissement du financement des immobilisations différé	36 558	32 345	91 993	64 458
	269 377	**291 008**	**572 425**	**568 890**
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**11 518**	**29 511**	**(4 163)**	**15 923**
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
(Perte) gain sur dilution provenant d'une fusion	-	(13 476)	-	25 775
Dividendes provenant d'une fusion	-	-	-	5 094
(Perte) gain net sur la cession d'immobilisations corporelles	(628)	37	(1 124)	(1 444)
	(628)	**(13 439)**	**(1 124)**	**29 425**
Résultat net de la période	**10 890**	**16 072**	**(5 287)**	**45 348**
Résultat net attribuable :				
À la Société	10 859	16 157	(5 391)	45 264
Aux participations ne donnant pas le contrôle	31	(85)	104	84
	10 890	16 072	(5 287)	45 348

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé du résultat global (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois se terminant le 30 septembre		Six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
RÉSULTAT GLOBAL				
Résultat net de la période	10 890	18 072	(5 287)	45 348
Autres éléments du résultat global				
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies (NOTE 11)	(329 077)	(195 112)	(310 079)	(133 816)
Profits latents nets sur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	94
Reclassement au résultat du profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente par suite d'une fusion	-	-	-	(5 094)
Total du résultat global de la période	**(318 187)**	**(179 040)**	**(315 366)**	**(93 468)**
Total du résultat global attribuable :				
À la Société	(318 218)	(178 955)	(315 470)	(93 562)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	31	(85)	104	94
	(318 187)	(179 040)	(315 366)	(93 468)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé des variations des capitaux propres (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois se terminant le 30 septembre 2012				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2012	63,744	-	63,744	429	64,173
Variations de la période					
Résultat net de la période	10,859	-	10,859	31	10,890
Pertes actuarielles liés aux régimes à prestations définies	(329,077)	-	(329,077)	-	(329,077)
Solde au 30 septembre 2012	**(254,474)**	**-**	**(254,474)**	**460**	**(254,014)**

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois se terminant le 30 septembre 2011				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2011	412,274	-	412,274	2,432	414,706
Variations de la période					
Résultat net de la période	16,157	-	16,157	(85)	16,072
Pertes actuarielles liés aux régimes à prestations définies	(195,112)	-	(195,112)	-	(195,112)
Solde au 30 septembre 2011	**233,319**	**-**	**233,319**	**2,347**	**235,666**

(en milliers de dollars canadiens)

	Six mois se terminant le 30 septembre 2012				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2012	60,996	-	60,996	356	61,352
Variations de la période					
Résultat net de la période	(5,391)	-	(5,391)	104	(5,287)
Pertes actuarielles liés aux régimes à prestations définies	(310,079)	-	(310,079)	-	(310,079)
Solde au 30 septembre 2012	**(254,474)**	**-**	**(254,474)**	**460**	**(254,014)**

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois se terminant le 30 septembre 2011				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2011	321,871	5,000	326,871	2,263	329,134
Variations de la période					
Résultat net de la période	45,264	-	45,264	84	45,348
Pertes actuarielles liés aux régimes à prestations définies	(133,816)	-	(133,816)	-	(133,816)
Profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente	-	94	94	-	94
Reclassement au résultat du profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente par suite d'une fusion	-	(5,094)	(5,094)	-	(5,094)
Solde au 30 septembre 2011	**233,319**	**-**	**233,319**	**2,347**	**235,666**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé des flux de trésorerie (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois se terminant le 30 septembre		Six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)				
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période	10 890	16 072	(5 287)	45 348
Ajustements :				
Perte (gain) net sur la cession d'immobilisations corporelles	628	(37)	1 124	1444
Revenus d'intérêts	(2 153)	(2 327)	(4 500)	(4 656)
Charges financières	8 021	8 390	15 969	16 711
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	430	(1409)	18	(1524)
Amortissement des immobilisations corporelles	34 143	29 966	61353	59 469
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 192	4 095	8 366	8 257
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement	2 000	2 000	4 000	4 000
Dépréciation des immobilisations corporelles	446	-	6 986	-
Reclassement au résultat du profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente par suite d'une fusion	-	-	-	(5 094)
Pertes de l'entreprise associée	(939)	(1095)	(386)	(730)
Pertes (gains) sur dilution provenant d'une fusion	-	13 476	-	(25 779)
Variation des charges différées	(11 466)	(5 163)	(13 497)	(6 638)
Amortissement du financement des immobilisations différé	(36 568)	(32 348)	(91 993)	(84 456)
Variation des créances à long terme	(31 818)	(18 663)	-	-
Variation des revenus différés (non courants)	105	418	219	283
Variation des actifs des régimes de retraite	-	(12 429)	-	(9 871)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courants)	(11 968)	(12 715)	1 104	(384)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (non courants)	(8 972)	1025	(17 215)	1964
Désactualisation des billets à recevoir	(4)	(50)	(9)	(50)
Variations du fonds de roulement (NOTE 15)	18 602	36 428	8 568	186
	(24 441)	**25 236**	**(5 018)**	**18 266**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement de l'obligation au titre de contrats de location-financement	(2 451)	(2 303)	(4 994)	(4 717)
Remboursement de la dette obligataire	-	-	(5 253)	(4 879)
Remboursement d'effets à payer	-	-	(2 797)	(2 670)
Intérêts payés	(988)	(1136)	(16 091)	(16 869)
	(3 439)	**(3 439)**	**(29 135)**	**(29 135)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Crédit parlementaire pour financement des immobilisations (NOTE 14)	23 999	25 000	49 568	50 568
Acquisition d'immobilisations corporelles	(22 402)	(24 099)	(39 322)	(39 787)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1291)	(1442)	(2 784)	(2 233)
Rendement du capital investi dans une entreprise associée	-	-	-	9 855
Revenu sur la cession d'immobilisations corporelles	170	235	210	364
Recouvrement des billets à recevoir	491	457	973	907
Recouvrement d'investissement net dans un contrat de location-financement	521	485	1032	962
Dividende reçu	-	-	-	5 094
Intérêts reçus	2 337	2 432	4 694	4 933
	3 865	**3 068**	**18 371**	**30 663**
Variation de la trésorerie	**(24 015)**	**24 865**	**(15 780)**	**19 794**
Trésorerie, début de l'exercice	**72 512**	**58 153**	**64 277**	**63 224**
Trésorerie, fin de la période	**48 497**	**83 018**	**48 497**	**83 018**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2012

(en dollars canadiens)

(non audités)

1. Renseignements généraux

CBC/Radio-Canada (la Société) est une société d'État fédérale domiciliée au Canada et assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de son règlement d'application. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9. CBC/Radio-Canada n'est pas assujettie aux régimes provinciaux d'impôt des sociétés, mais elle doit payer les taxes de vente tant au niveau fédéral que provincial.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, de télévision et de nouveaux médias présentant une programmation typiquement et principalement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 21 novembre 2012.

2. Principales méthodes comptables

A. Déclaration de conformité

La Société a établi les présents états financiers consolidés conformément résumés à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

2. Principales méthodes comptables (suite)

B. Base de préparation

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que la plupart des sociétés d'État mères doivent établir et rendre public un rapport financier trimestriel conforme à la Norme sur *les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels de la Société. En conséquence, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2012. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne sont pas audités pour toutes les périodes considérées. Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles fournies dans les plus récents états financiers annuels audités de la Société.

C. Modifications futures de conventions comptables

Outre les améliorations annuelles apportées en continu entre 2009 et 2011, la Société a examiné les prises de position comptables, tant nouvelles que révisées, qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur, et a jugé que les suivantes pourraient la toucher. Elle évalue présentement l'incidence possible de chaque prise de position sur ses états financiers consolidés, sauf dans les cas mentionnés ci-dessous.

IFRS 7 Modifications à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*

La norme IFRS 7 a été modifiée en octobre 2010 pour imposer de nouvelles obligations d'information sur les transferts d'actifs financiers, y compris sur les effets possibles de tout risque auquel l'entité qui transfère les actifs continue d'être exposée. Ces modifications s'appliquent pour les périodes annuelles de présentation de l'information financière ouvertes après le 1er juillet 2011.

IFRS 9 *Instruments financiers*

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche progressive visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications qui ont pour effet de reporter la date d'application obligatoire de la norme et exige la communication d'information additionnelle aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015.

IFRS 10 *États financiers consolidés*

La norme IFRS 10 remplace IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'interprétation SIC-12, *Consolidation - entités ad hoc*. Elle vise à établir les principes de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés d'une entité qui contrôle une ou plusieurs autres entités. La norme établit des critères uniques de contrôle pour déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés. IFRS 10 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.

2. Principales méthodes comptables (suite)

IFRS 11 *Partenariats*

La norme IFRS 11, publiée en mai 2011, annule IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs*. Elle focalise sur les droits et obligations d'un accord de partenariat, plutôt que sur sa forme juridique, comme c'est le cas actuellement sous IAS 31. La norme remédie au manque d'uniformité dans la présentation de l'information sur les partenariats en imposant l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans des entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.

IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

La norme IFRS 12 vise les entités qui détiennent des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées. Elle oblige la Société à fournir des informations qui aident les utilisateurs de ses états financiers à évaluer la nature de ses participations dans d'autres entités et les risques afférents, ainsi que leur incidence sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.

IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*

La norme IFRS 13 définit la juste valeur, établit un cadre unique de dispositions sur la détermination de la juste valeur et comporte des obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur. Elle vise les IFRS qui exigent, ou permettent, les évaluations de la juste valeur ou la communication d'information sur ces évaluations. IFRS 13 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.

IAS 1 Modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers*

La norme IAS 1 a été modifiée en juin 2011 afin de maintenir le choix offert à l'entité d'établir un ou deux états, et afin de revoir seulement les exigences de présentation des autres éléments du résultat global : obligation de présenter des totaux partiels distincts des autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net (p. ex., la couverture de flux de trésorerie, la conversion de devises) et de ceux qui ne le sont pas (p. ex., la juste valeur des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global selon IFRS 9). La Société a choisi d'établir deux états et prévoit que l'application de la norme entraînera des changements mineurs dans la présentation de certains autres éléments du résultat global. Ces modifications s'appliqueront aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012.

IAS 12 Modifications à IAS 12 *Impôts sur le résultat*

La norme IAS 12 a été modifiée en décembre 2010 pour inclure une exception au principe général de la norme selon lequel l'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé devrait refléter les conséquences fiscales de la façon dont l'entité s'attend à recouvrer la valeur comptable de ses actifs. La Société ne pense pas que cela influera sur l'établissement de ses états financiers. Les modifications s'appliqueront aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2012.

2. Principales méthodes comptables (suite)

IAS 19 Modifications à IAS 19 *Avantages du personnel*

La norme IAS 19 a été modifiée en juin 2011 afin d'éliminer l'option du report de la comptabilisation des gains et des pertes, de modifier la présentation des variations de la valeur de l'obligation au titre des prestations définies et de celle des actifs du régime dans l'état du résultat global, d'exiger que l'intérêt net soit calculé au moyen du taux de rendement d'une obligation de société de première qualité, et enfin, d'améliorer les informations à fournir sur les risques associés aux régimes à prestations définies. Ces modifications s'appliqueront pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société s'attend à ce que l'application de la norme l'amène à comptabiliser en résultat net, pour l'exercice, une charge nette plus élevée, de l'ordre de 92 millions de dollars, et à diminuer d'autant le montant des autres éléments du résultat global, étant donné que le rendement attendu des actifs des régimes de retraite dépasse le taux d'actualisation dans l'exercice en cours.

IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*

La norme IAS 28 a été modifiée en 2011. Elle prescrit la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et présente les exigences à respecter pour l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises. IAS 28 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013.

3. Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

A. Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période.

Les estimations et les hypothèses importants sur lesquelles sont fondés les états financiers consolidés résumés de la Société influent sur les passifau titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel, les estimés rattachés à la restructuration du budget fédéral 2012, les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles et incorporees ainsi que des actifs de programmation, les provisions pour créances douteuses, et les provisions subordonnées au dénouement de litiges et à d'autres éventualités.

La comptabilisation des régimes de retraite prestations définies repose sur des hypothèses visant à évaluer l'obligation au titre des prestations définies et le rendement futur des actifs des régimes.

Les hypothèses et estimations portent principalement sur le taux d'actualisation et le rendement attendu des actifs du régime. Les changements dances hypothèses et estimations principales se répercuteraient sur les montants comptabilisés en résultat net et en autres éléments du résultat global, selon le cas. Les différences entre les rendements attendu et réel des actifs du régime auraient aussi pour effet de modifier les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Les estimations et les hypothèses de la direction reposent sur des renseignements externes et sur des situations observables lorsque cela est possible, auxquels s'ajoutent, au besoin, des analyses internes. Ces estimations et hypothèses ont été appliquées au cours de la période visée en cohérence avec les périodes antérieures, et la Société n'a connaissance d'aucun engagement ou événement ni d'aucune incertitude qui pourraient avoir une incidencsignificative sur les méthodes ou les hypothèses à la base des estimations faites dans les présents états financiers consolidés résumés. La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement etes périodes ultérieures, si celles-ci le sont également concernées par le changement. Les chiffresréels pourraient différer de façon importante de ces estimations.

3. Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants (suite)

B. Jugements importants

Dans l'application des conventions comptables de la Société, la direction a formé des jugements importants, dont les plus influents sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société, hormis ceux qui portent sur les estimations, sont les suivants :

- la Société assume la majorité des risques associés au recouvrement des créances de la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada en raison de la garantie fournie et, de ce fait, devrait consolider les résultats de cette entité dans les siens;
- une entente concernant les transpondeurs satellitaires constitue un contrat de location en vertu d'IFRIC 4, et ce contrat de location et le contrat de location d'un car de reportage répondent aux critères d'un contrat de location-financement;
- à la date de présentation de l'information financière, les actifs d'impôt différé ne devraient pas être comptabilisés parce que la Société ne compte pas produire de revenus imposables ni de pertes significatifs au cours des périodes pendant lesquelles on s'attend à ce que les différences temporelles s'inversent en raison de la structure d'exploitation propre à la Société;
- la Société a exercé une influence notable sur Canadian Satellite Radio Holdings Inc. entre la date de la fusion jusqu'au 26 mars 2012, même si elle détenait moins de 20 pour cent des droits de vote;
- une entente portant sur la location d'une partie d'un immeuble appartenant à la Société répond aux critères d'un contrat de location simple et la partie louée n'est pas considérée comme un immeuble de placement;
- les activités de restructuration de la Société qui sont en cours n'induisent pas un profit ou une perte lié à une réduction des régimes d'avantages du personnel; et
- la détermination des composants des immobilisations corporelles de la Société.

Les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

4. Clients et autres créances

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Comptes clients	130 824	163 871
Provision pour créances douteuses	(3 292)	(1979)
Autres	16 240	15 439
	143 772	**177 331**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les cas où il existe une indication objective de dépréciation. Une indication objective de dépréciation d'un portefeuille de créances peut être notamment, des recouvrements de paiements effectués par la Société dans le passé, une augmentation du nombre de retards dans les paiements qui dépassent la durée moyenne de crédit, ainsi que des changements observables dans la situation économique nationale ou locale qui sont en corrélation avec les défaillances sur les créances.

Avant d'accepter tout nouveau client, la Société examine sa demande de crédit. Elle peut avoir recours à une agence externe d'évaluation de la solvabilité pour déterminer la qualité du crédit du client potentiel et le plafond de crédit qui lui sera fixé. Les plafonds de crédit et les cotes de solvabilité des clients sont revus au moins tous les trois ans pour déterminer s'il y a lieu de les modifier.

Les comptes clients comprennent des créances (voir note 4A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues. La durée moyenne de crédit de la Société est de 30 jours.

Comme d'autres radiodiffuseurs, la Société a recours à des agences, qui effectuent la majorité de ses ventes de publicité dans ses médias généralistes. Le délai de paiement habituel de ces agences dépasse la durée de crédit de 30 jours appliquée en moyenne par la Société. En raison de ce décalage, une partie importante des comptes clients de la Société sont en souffrance, mais non dépréciés.

La Société ne détient aucune garantie ni aucun rehaussement de crédit relativement à ces créances.

A. Ancienneté des comptes clients en souffrance mais non dépréciés

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	31 mars 2012
31 à 60 jours	15 310	36 182
61 à 90 jours	13 007	25 381
91 à 120 jours	30 886	17 736
Total	**59 203**	**79 299**

4. Clients et autres créances (suite)

B. Variation de la provision pour créances douteuses

(en milliers de dollars)	**30 septembre 2012**	**31 mars 2012**
Solde au début de l'excercice	(1979)	(1103)
Montants irrécouvrables sortis du bilan pendant la période	357	190
Créances recouvrées pendant la période	-	-
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	371	695
Augmentation de la provision pour créances douteuses	(2 041)	(1761)
Solde à la fin de la période	**(3 292)**	**(1979)**

La concentration du risque de crédit est limitée en raison de la grande clientèle de la Société et de l'absence de liens entre les clients.

5. Programmation

A. Programmation par genre

(en milliers de dollars)	**30 septembre 2012**	**31 mars 2012**
Émissions produites - complétées	72 964	90 973
Émissions produites en cours de production	111 498	46 045
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion	30 105	29 086
	214 567	**166 104**

B. Variation de la programmation

(en milliers de dollars)	**30 septembre 2012**	**31 mars 2012**
Solde d'ouverture	166 104	163 658
Additions	424 007	1013 491
Émissions diffusées	(375 544)	(1011045)
	214 567	**166 104**

La programmation comprend les émissions de la télévision généraliste et spécialisée.

Les radiations relatives à la programmation représentent 1,1 million de dollars (1,6 million en 2011) pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012, et 1,6 million de dollars (2,3 millions en 2011) pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012. Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

6. Charges payées d'avance

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Droits sur les émissions	35 117	95 809
Ententes de service	17 843	17 561
	52 960	**113 370**

7. Immobilisations corporelles

A. Coût, amortissement cumulé et dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Coût	2 223 355	2 215 122
Amortissement cumulé et dépréciation	(1 231 397)	(1 167 134)
	991 958	**1 047 988**

(en milliers de dollars)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	181 200	525 009	46 888	1 287 700	139 325	35 000	**2 215 122**
Acquisitions	38	1 536	979	20 630	1 637	10 502	**35 322**
Transferts (Référer à la Note 8)	130	1 908	2 733	12 754	1 869	(19 422)	**(28)**
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(447)	(1 800)	-	-	-	-	**(2 247)**
Dispositions et radiations	(1)	(1 173)	(205)	(18 862)	(4 573)	-	**(24 814)**
Coût au 30 septembre 2012	**180 920**	**525 480**	**50 395**	**1 302 222**	**138 258**	**26 080**	**2 223 355**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	-	(118 928)	(21 249)	(926 896)	(100 061)	-	**(1 167 134)**
Amortissement pour la période	-	(19 268)	(1 498)	(53 817)	(6 772)	-	**(81 353)**
Dépréciation pour la période	(423)	-	-	(6 117)	(446)	-	**(6 986)**
Renversement de l'amortissement sur actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	594	-	-	-	-	**594**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	-	629	-	18 384	4 469	-	**23 482**
Amortissement cumulé et dépréciation au 30 septembre 2012	**(423)**	**(136 973)**	**(22 745)**	**(968 446)**	**(102 810)**	**-**	**(1 231 397)**
Valeur comptable nette au 30 septembre 2012	**180 497**	**388 507**	**27 650**	**333 776**	**35 448**	**26 080**	**991 958**

7. Immobilisations corporelles (suite)

(en milliers de dollars)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2011	179 982	508 003	44 800	1 315 115	141 158	82 732	**2 271 790**
Acquisitions	1 195	6 822	1 547	47 427	10 435	31 142	**98 568**
Transferts	63	11 982	542	56 346	3 363	(75 296)	**-**
Actif classé comme détenu en vue de la vente	-	-	-	(3 724)	(2 308)	-	**(6 032)**
Dispositions et radiations	(40)	(1 798)	(1)	(130 464)	(13 323)	(3 578)	**(149 204)**
Coût au 31 mars 2012	**181 200**	**525 009**	**46 888**	**1 287 700**	**139 325**	**35 000**	**2 215 122**
Amortissement cumulé au 31 mars 2011	-	(86 790)	(18 609)	(984 429)	(101 367)	-	**(1 191 195)**
Amortissement pour l'exercice	-	(32 845)	(2 641)	(70 988)	(13 915)	-	**(120 389)**
Renversement de l'amortissement de l'actif classé comme détenu en vue de la vente	-	-	-	3 490	2 308	-	**5 798**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	-	707	1	125 031	12 913	-	**138 652**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	**-**	**(118 928)**	**(21 249)**	**(926 896)**	**(100 061)**	**-**	**(1 167 134)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	**181 200**	**406 081**	**25 639**	**360 804**	**39 264**	**35 000**	**1 047 988**

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 20,4 millions de dollars au 30 septembre 2012 (31 mars 2012–16,0 millions).

B. Dépréciation

Le 4 avril 2012, dans le cadre du plan financier établi en réaction au budget fédéral de 2012, la Société a fait savoir qu'elle mettrait fin au service sur ondes courtes de RCI et qu'elle accélérerait la mise hors service des derniers émetteurs de signaux de télévision analogique exploités. Du fait de l'arrêt de ces services de transmission et de distribution, la Société a comptabilisé à l'État du résultat consolidé résumé une dépréciation de 6,5 millions de dollars au premier trimestre (aucune en 2011) et une dotation aux amortissements supplémentaire de 6,4 millions de dollars (0,6 million en 2011) et de 26,0 millions de dollars (2,4 millions en 2011) pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2012 respectivement.

Un montant additionnel de 0,4 million de dollars a été comptabilisé en charges au deuxième trimestre de 2012-2013 pour déprécier intégralement un car de reportage qui ne peut plus être utilisé en raison de son mauvais état.

7. Immobilisations corporelles (suite)

C. Actifs classés comme détenus en vue de la vente

La Société classe un actif comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable sera recouvrée principalement au moyen d'une vente plutôt que de la poursuite de son utilisation. Pour que cette condition soit remplie, il faut que la vente soit probable et que l'actif soit disponible à la vente immédiatement dans l'état où il est. La direction doit s'être engagée à réaliser la vente, qui devrait répondre aux critères de constatation d'une vente dans un délai d'un an suivant la date de classement de l'actif. Un actif détenu en vue de la vente est évalué à sa valeur comptable antérieure ou à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente si celle-ci est inférieure.

Avec l'essor de la diffusion en haute définition, la Société a cessé d'utiliser un car de reportage équipé pour la définition standard. Elle l'a donc mis en vente et entend s'en départir dans les douze prochains mois. La valeur comptable nette de ce car s'établit à 0,2 million de dollars au 30 septembre 2012 (0,2 million de dollars au 31 mars 2012).

Dans le cadre de son plan financier, la Société a élaboré une stratégie de rationalisation des biens immobiliers dont elle est propriétaire. Dans cette optique, les biens immobiliers suivants sont classés à des fins comptables comme détenus en vue de la vente :

- un immeuble et un terrain situés à Cornerbrook (Terre-Neuve), d'une valeur comptable totale de 0,3 million de dollars au 30 septembre 2012, et dont la vente et le transfert ont été clos le 1er novembre 2012;
- un immeuble et un terrain situés à Sydney (Nouvelle-Écosse), d'une valeur comptable totale de 0,3 million de dollars, et dont la vente devrait avoir lieu avant la fin du troisième trimestre de la Société;
- une autre propriété, située à Iqaluit (Nunavut), d'une valeur comptable de 0,5 million de dollars, et qui devrait être vendue dans les douze prochains mois;
- dans le but de regrouper ses activités à Rimouski (Québec), la Société a déménagé dans un seul immeuble les services de radiodiffusion qu'elle offre dans cette région. Comme elle y est locataire, la Société a mis en vente l'immeuble dont elle est propriétaire à Rimouski et entend s'en départir dans les douze prochains mois. Au 30 septembre 2012, la valeur comptable nette de l'immeuble détenu en propre s'établit à 0,4 million de dollars;
- un terrain, situé à Stoneham (Québec), qui n'a plus d'utilité depuis l'arrêt de la transmission de signaux de télévision analogiques et dont la valeur comptable totale s'établit à 0,1 million de dollars au 30 septembre 2012.

8. Immobilisations incorporelles

A. Coût et amortissement cumulé

Les immobilisations incorporelles de la Société comprennent les logiciels acquis séparément du matériel et les logiciels développés à l'interne pour les besoins de la Société. La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Coût	153 619	150 807
Amortissement cumulé	(130 937)	(122 372)
	22 682	**28 435**

(en milliers de dollars)	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	138 331	10 596	1880	**150 807**
Acquisitions	209	1113	1462	**2 784**
Transferts (Référer à la Note 7)	629	31	(632)	**28**
Coût au 30 septembre 2012	**139 169**	**11 740**	**2 710**	**153 619**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	(120 822)	(1550)	-	**(122 372)**
Amortissement pour la période	(7 441)	(1 124)	-	**(8 565)**
Amortissement cumulé au 30 septembre 2012	**(128 263)**	**(2 674)**	**-**	**(130 937)**
Valeur comptable nette au 30 septembre 2012	**10 906**	**9 066**	**2 710**	**22 682**

(en milliers de dollars)	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2011	136 579	2 209	6 399	**145 187**
Acquisitions	1713	1853	2 236	**5 801**
Transferts	220	6 534	(6 754)	**-**
Dispositions	(181)	-	-	**(181)**
Coût au 31 mars 2012	**138 331**	**10 596**	**1 880**	**150 807**
Amortissement cumulé au 31 mars 2011	(105 437)	(63)	-	**(105 500)**
Amortissement pour l'exercice	(15 476)	(1487)	-	**(16 963)**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	91	-	-	**91**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	**(120 822)**	**(1 550)**	**-**	**(122 372)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	**17 509**	**9 046**	**1 880**	**28 435**

8. Immobilisations incorporelles (suite)

B. Dépréciation

En l'absence de tout indice de dépréciation pendant le deuxième trimestre de 2012–2013, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée (aucune en 2011).

9. Filiales, entités ad hoc et entreprises associées

L'information financière concernant les placements de la Société est résumée comme suit :

(en milliers de dollars)	Participation au :		Valeur comptable au :	
	30 septembre 2012	31 mars 2012	30 septembre 2012	31 mars 2012
CSR (cat. B)	14,50%	14,51%	6 577	6 191
Autres	-	-	17	17
	-	-	6 594	6 208

La Société détient 14,5 pour cent des titres de capitaux propres et 21,7 pour cent des titres avec droit de vote de Canadian Satellite Radio Holdings Inc. (CSR) en raison des actions de catégorie B qu'elle a obtenues dans le contexte d'une fusion achevée en juin 2011 mettant en cause Sirius Canada Inc. (Sirius), une entité détenue qu'elle comptabilisait auparavant selon la méthode de la mise en équivalence, et CSR. Comme elle détient plus de 20 pour cent des droits de vote de CSR et qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de cette entreprise par l'entremise de sa représentation au conseil d'administration et de sa relation d'affaires continue avec elle, la Société juge qu'elle exerce une influence notable sur CSR et comptabilise son investissement dans les actions de catégorie B selon la méthode de la mise en équivalence.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans CSR au 30 septembre 2012 est de 75,9 millions de dollars (31 mars 2012–53,6 millions) et est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de CSR à cette date.

9. Filiales, entités ad hoc et entreprises associées (suite)

Les tableaux suivants présentent un résumé des informations financières pour CSR :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012[1]	2011[2]	2012[1]	2011[2]
Revenus	68 252	55 546	132 970	98 631
Résultat net	6 117	8 154	1928	14 277

[1]Les montants pour les périodes de trois et de six mois terminées le 30 septembre 2012 comprennent les résultats de CSR jusqu'au 31 août 2012.
[2]Les montants pour les périodes de trois et de six mois terminées le 30 septembre 2011 comprennent les résultats de l'entité issue du regroupement de CSR et de Sirius jusqu'au 31 août 2011.

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012[1]	31 mars 2012[2]
Actif	407 128	397 158
Passif	361873	354 367

[1]Les montants au 30 septembre 2012 comprennent les soldes concernant CSR au 31 août 2012.
[2]Les montants au 31 mars 2012 comprennent les soldes concernant CSR au 29 février 2012.

CSR n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

10. Créditeurs et charges à payer

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Fournisseurs	35827	54 925
Charges à payer	50 824	65243
Autres	2 991	4 470
	89 642	**124 638**

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel

Les actifs et les passifs liés au personnel s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)	Courant		Non courant	
	30 septembre 2012	31 mars 2012	30 septembre 2012	31 mars 2012
Passif au titre des prestations de retraite constituées	-	-	464 128	175 813
Avantages futurs du personnel	-	-	161 782	157 223
Indemnités de vacances	51 827	57 099	-	-
Réduction des effectifs	10 240	6 310	-	-
Passifs liés aux salaires	59 380	66 441	161	171
	121 447	**129 850**	**626 071**	**333 207**

La Société souscrit à un régime de retraite contributif à prestations définies, le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, pour la presque totalité des membres de son personnel. Les prestations de retraite sont en fonction de la durée des services donnant droit à la pension et de la moyenne du salaire admissible des cinq meilleures années consécutives au cours des dix dernières années de service. Les employés sont tenus de verser une cotisation équivalant à un pourcentage de leur salaire admissible, la Société fournissant le reste du financement, au besoin, en fonction des évaluations actuarielles. La Société souscrit aussi à des régimes de retraite non contributifs à prestations définies non capitalisés. Tous les régimes sont soumis à des évaluations actuarielles, qui ont été faites au moins tous les trois ans. Les évaluations actuarielles du Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, dorénavant, seront obligatoirement faites chaque année en vertu de nouvelles exigences réglementaires. Les montants inclus dans les présents états financiers reflètent les dernières évaluations en date du 31 décembre 2011.

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

La Société souscrit à un régime non contributif d'avantages à long terme qui est destiné à certains employés engagés avant le 1er avril 2005, le 1er juillet 2005 ou le 11 octobre 2005, selon la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent. Sous ce régime, les employés qui comptent plus de trois ans d'ancienneté au moment de leur départ à la retraite ont alors le choix entre une indemnité en espèces ou une bonification de leurs prestations de retraite. Les prestations de retraite sont en fonction de la durée des services donnant droit à la pension et du taux de rémunération en mars 2005, en juillet 2005 ou à la date de retraite ou de décès, selon la catégorie professionnelle des employés. La Société offre également à ses employés des avantages futurs comme des indemnités d'invalidité de longue durée et des indemnités d'accident du travail, le maintien des protections pour les employés en invalidité de longue durée et une assurance vie postérieure à l'emploi. Les dernières évaluations actuarielles du régime non contributif d'avantages à long terme et du régime garantissant le maintien des protections remontent à décembre 2009.

Au cours de l'exercice, la Société a actualisé l'évaluation actuarielle de ses régimes en date du 31 mars 2012.

Les évaluations actuarielles étaient fondées sur les principales hypothèses suivantes :

Hypothèses – taux annuels	**30 septembre 2012**	**31 mars 2012**
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux de rendement attendu à long terme des actifs des régimes	6,00 %	6,50 %
Taux d'actualisation	4,25 %	5,25 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations définies :		
Taux d'actualisation - régime de retraite	3,75 %	4,25 %
Taux d'actualisation – indemnité de fin de contrat de travail	3,50 %	4,00 %
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	3,75 %	3,75 %
Taux d'actualisation – avantages postérieurs à l'emploi	4,25 %	4,25 %
Taux de croissance de la rémunération à long terme, excluant les primes au rendement et les promotions	2,75 %	2,75 %
Taux d'évolution du coût des soins de santé	7,00 % par an jusqu'en 2019, 4,50 % par la suite	7,00 % par an jusqu'en 2019, 4,50 % par la suite
Indexation des prestations en cours de versement	1,65 %	1,65 %

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Le montant de l'obligation de la Société au titre de ses régimes à prestations définies qui figure dans l'État consolidé résumé de la situation financière est le suivant :

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012			31 mars 2012		
	Régimes de retraite	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies	5 623 149	88 983	161 514	5 184 634	81 993	156 917
Juste valeur des actifs des régimes	5 248 004	-	-	5 090 814	-	-
Déficit	**375 145**	**88 983**	**161 514**	**93 820**	**81 993**	**156 917**
Moins :						
Coûts non amortis des services passés pour lesquels les droits à prestations ne sont pas acquis	-	-	(268)	-	-	(306)
Passif net lié à l'obligation au titre des prestations définies	**375 145**	**88 983**	**161 782**	**93 820**	**81 993**	**157 223**

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012		31 mars 2012	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, début de l'exercice	5 266 627	156 917	4 482 903	141 234
Coût des services rendus au cours de la période	50 779	3 525	72 541	6 761
Coût financier	110 847	3 012	231 924	7 120
Cotisations des employés	2 120	-	4 186	-
Pertes actuarielles	390 386	4 501	667 400	15 056
Prestations versées	(127 717)	(6 441)	(244 327)	(13 254)
Coût des services passés acquis[1]	-	-	15 000	-
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	**5,712,132[2]**	**161 514**	**5 266 627[3]**	**156 917**

[1]Coût estimatif de certains changements concernant les prestations minimales énoncées dans la Loi sur les normes de prestation de pension qui touchent le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada. Celui-ci est un coût unique dans l'État consolidé du résultat pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012.

[2]L'obligation au titre des prestations définies pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent à 5 263 149 $ and 88 983 $ respectivement.

[3]L'obligation au titre des prestations définies pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent à 5 184 634 $ et 81 993 $ respectivement.

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012		31 mars 2012	
	Régimes de retraite	Autres régimes postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres régimes postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs des régimes, début de l'exercice	5 090 814	-	4 563 210	-
Rendement attendu des actifs des régimes	150 589	-	291 938	-
Gains actuariels	84 808	-	379 386	-
Cotisation des employés	21 210	-	41 186	-
Cotisations de la Société	28 300	6 442	59 421	13 254
Prestations versées	(127 717)	(6 442)	(244 327)	(13 254)
Juste valeur des actifs des régimes, fin de la période	**5 248 004**	**-**	**5 090 814**	**-**

La Société compte cotiser 59,7 millions de dollars à ses régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice.

Les montants comptabilisés en résultat global au titre des régimes à prestations définies sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Coût des services rendus au cours de la période	27 152	18 362	54 304	36 724
Intérêts sur l'obligation	56 930	59 685	113 860	119 370
Rendement attendu des actifs des régimes	(75 295)	(72 984)	(150 589)	(145 968)
Coût des services passés acquis	(19)	(19)	(38)	14 962
Charge comptabilisée en résultat net	8 768	5 044	17 537	25 088
Plus :				
Pertes actuarielles comptabilisés en autres éléments du résultat global	329 077	195 112	310 079	133 816
Total comptabilisé en résultat global	**337 845**	**200 156**	**327 616**	**158 904**

Les pertes actuarielles cumulatives comptabilisées en autres éléments du résultat global s'établissent à 374,3 millions de dollars au 30 septembre 2012 (pertes de 64,3 millions au 31 mars 2012).

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

La charge totale comptabilisée en résultat est présentée comme suit dans l'État consolidé résumé du résultat de la Société :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	7 539	4 028	15 251	22 431
Services spécialisés	915	848	1 651	1 722
Transmission, distribution et collecte	235	126	476	701
Administration nationale	79	42	159	234
Total	**8 768**	**5 044**	**17 537**	**25 088**

Le taux de rendement attendu global est une moyenne pondérée des rendements attendus des diverses catégories d'actifs détenus dans les régimes. Pour évaluer les rendements attendus, la Société se base sur les tendances historiques et sur les rendements du marché prévus par les analystes pour l'actif sur toute la durée de l'obligation correspondante. Le rendement effectif des actifs des régimes pour les périodes de trois et six mois est de 143,0 millions de dollars, soit 2,80 pour cent et 235,4 millions de dollars, soit 4,66 pour cent, respectivement (3,50 pour cent et 6,58 pour cent respectivement en 2011).

Les actifs du Régime sont investis dans les catégories de placements suivantes:

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Titres à revenu fixe	53 %	55 %
Actions canadiennes	11 %	13 %
Actions internationales	20 %	17 %
Placements stratégiques[1]	16 %	15 %
	100 %	**100 %**

[1] Les placements stratégiques comprennent des biens immobiliers, des placements privés, des fonds de couverture et des fonds d'infrastructure.

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2012, la charge totale de la Société au titre des avantages du personnel s'élève à 217,3 millions de dollars et à 479,5 millions de dollars respectivement (224,5 millions et 471,7 millions respectivement en 2011).

12. Provisions

	30 septembre 2012				
			Coûts de restructuration		
(en milliers de dollars)	Réclamations et poursuites	Environnement	Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	Total
Solde au 31 mars 2012	38 762	300	-	-	39 062
Provisions supplémentaires comptabilisées	5 268	-	13 936	5 388	24 592
Provisions utilisées	(2 649)	-	(11 751)	-	(14 400)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(702)	-	-	-	(702)
Solde au 30 juin 2012	**40 679**	**300**	**2 185**	**5 388**	**48 552**
Provisions supplémentaires comptabilisées	4 969	-	22	1270	6 261
Augmentations dues à la désactualisation	-	-	-	39	39
Provisions utilisées	(4 917)	(40)	(1 170)	(308)	(6 435)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(2 687)	-	-	-	(2 687)
Solde au 30 septembre 2012	**38 044**	**260**	**1 037**	**6 389**	**45 730**

	31 mars 2012				
			Coûts de restructuration		
(en milliers de dollars)	Réclamations et poursuites	Environnement	Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	Total
Solde au début de l'exercice	35 272	300	-	-	35 572
Provisions supplémentaires comptabilisées	13 045	-	-	-	13 045
Provisions utilisées	(3 241)	-	-	-	(3 241)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(6 314)	-	-	-	(6 314)
Solde à la fin de l'exercice	**38 762**	**300**	**-**	**-**	**39 062**

12. Provisions (suite)

A. Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration assumés pendant les premiers six mois de l'exercice se rattachent aux initiatives mises en œuvre par la Société pour faire face aux réductions de financement annoncées dans le budget fédéral de 2012 et à d'autres pressions financières. Les dépenses comptabilisées à ce jour comprennent celles ayant trait au programme de réduction des effectifs auquel la Société s'est manifestement engagée et dont les coûts peuvent être estimés, à l'accélération de la mise hors service d'émetteurs de télévision analogique et autres activités connexes, et à la fin de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI (voir la note 7). De plus, un montant additionnel au titre du financement des immobilisations différé a été comptabilisé pour contrebalancer la dotation aux amortissements et les pertes de valeur liées à ces installations (voir la note 14).

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2012, les dépenses totales relatives aux coûts de restructuration se sont élevées à 8,0 millions de dollars (aucune en 2011) et 53,4millions de dollars respectivement (aucune en 2011), et le financement des immobilisations correspondant comptabilisé en résultat s'est établi à 6,4 millions de dollars (aucune en 2011) et 32,1 millions de dollars respectivement (aucune en 2011). La plupart de ces coûts ont été enregistrés dans le cadre des dépenses de transmission, distribution et collecte sur l'État consolidé résumé du résultat.

B. Réclamations et poursuites

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les provisions de la Société portent principalement sur des évaluations foncières et les défis associés aux impôts fonciers correspondants, des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés. Au 30 septembre 2012, la Société a reconnus des provisions d'une valeur de 38,0 millions de dollars (38,8 millions au 31 mars 2012) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classifiées comme courantes puisque la Société s'attend à les résoudre dans les douze prochains mois.

La Société n'a constaté aucune provision pour des contrats déficitaires.

12. Provisions (suite)

C. Passifs relatifs à l'environnement

Au 30 septembre 2012, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 0,3 million de dollars pour deux problèmes environnementaux (31 mars 2012 - 0,3 million). L'ancien site de transmission AM de la Société à Rimouski présentait des concentrations en biphényle polychloré (BPC) qui dépassaient les critères autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). De plus, des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site de transmission de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui obligera la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination à ces deux sites sont estimés à 0,2 million de dollars et à 0,1 million de dollars respectivement. Dans les deux cas, des approbations ministérielles et d'autres examens environnementaux sont requis. La Société a entrepris les travaux sur le site du mont Logan, au coût total de 0,04 million de dollars pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2012.

D. Éventualités

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a constaté aucune provision au titre de passifs éventuels.

13. Revenus

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
Publicité	50 384	50 704	156 493	161 442
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	10 049	10 356	19 764	19 241
Production	4 700	3 438	8 114	6 636
Programmation numérique	1990	1280	4 898	2 277
Droits de retransmission	827	2 873	1577	3 875
Commandites d'émission	3 136	2 082	3 977	3 311
Autres services	295	530	921	664
Total des revenus liés à la prestation des services	**71 381**	**71 263**	**195 744**	**197 446**
Total des revenus liés aux Services spécialisés	**41 263**	**39 621**	**85 187**	**81 542**
Total des revenus financiers	**2 153**	**2 327**	**4 500**	**4 655**
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	11 764	12 877	22 366	22 320
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	889	440	1819	904
(Perte) gain sur taux de change	(55)	89	67	(220)
(Perte) gain net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	(425)	1459	(8)	1574
Total des revenus	**126 970**	**128 076**	**309 675**	**308 221**

14. Financement public

Voici une ventilation des crédits parlementaires approuvés et des sommes reçues par la Société pendant la période :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
Financement des activités opérationnelles	200 000	239 001	478 432	502 433
Financement des immobilisations	23 999	25 000	49 568	50 568
Financement du fonds de roulement	1000	999	2 000	1999
	224 999	**265 000**	**530 000**	**555 000**

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours de la période est comptabilisé comme suit dans les états financiers consolidés résumés.

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles est comptabilisé dans l'État consolidé résumé du résultat, pour le montant qui correspond à la différence nette entre les charges et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

(en milliers de dollars)	**30 septembre 2012**	**31 mars 2012**
Financement des activités opérationnelles reçu au cours de la période	478 432	1028 047
Moins : Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé dans l'État consolidé résumé du résultat au cours de la période	(478 432)	(1028 047)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	-	-

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé de la situation financière. Il est amorti et comptabilisé de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et l'équipement sous contrat de location-financement auxquels il se rapporte.

(en milliers de dollars)	**30 septembre 2012**	**31 mars 2012**
Solde, début de l'exercice	574 027	602 025
Financement public au titre des immobilisations	49 568	102 272
Amortissement du financement des immobilisations différé	(91993)	(130 270)
Solde, fin de la période	**531602**	**574 027**

15. Saisonnalité

Hormis les crédits parlementaires, environ 55 pour cent des produits annuels de la Société se composent de produits publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement inférieurs en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. En plus d'être influencés par la programmation, les revenus publicitaires tendent à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général. Les revenus d'abonnement varient moins d'un trimestre à un autre et représentent environ 20 pour cent des revenus totaux de la Société.

Les charges opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

16. Variations du fonds de roulement

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Clients et autres créances	43 666	50 428	33 657	24 100
Programmation	(34 644)	(22 869)	(48 463)	(54 104)
Stocks de marchandisage	(116)	(45)	(108)	115
Charges payées d'avance	4 523	6 228	60 410	80 225
Billets à recevoir	(2)	(1)	(6)	(4)
Passif financier lié à la monétisation de créances	-	70	-	140
Créditeurs et charges à payer	13 676	10 834	(35 496)	(31 852)
Provisions	(677)	7 406	6 628	(671)
Revenus différés	(9)	(1 068)	1 443	(694)
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	(7 815)	(14 556)	(9 507)	(17 069)
	18 602	**36 428**	**8 558**	**186**

17. Parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales courantes applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Ces transactions sont comptabilisées à la juste valeur par la Société. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées:

A. Transactions avec parties liées autres que des entités liées à une autorité publique

Prestation de services

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Entreprise associée	820	653	1857	1408
	820	**653**	**1857**	**1408**

Réception de services

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Autres entités liées	-	-	23	-
	-	**-**	**23**	**-**

Cotisations de retraite

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 30 septembre		Période de six mois se terminant le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Régime de retraite de CBC/Radio-Canada	14 509	14 432	28 300	26 921
	14 509	**14 432**	**28 300**	**26 921**

Les soldes suivants étaient impayés à la fin de la période :

(en milliers de dollars)	Sommes dues par les parties liées		Sommes dues aux parties liées	
	30 septembre 2012	31 mars 2012	30 septembre 2012	31 mars 2012
Entreprise associée	347	446	-	-
	347	**446**	**-**	**-**

Les sommes impayées ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune charge n'a été comptabilisée dans la période en cours ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

17. Parties liées (suite)

B. Autre transaction avec une entreprise associée

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice précédent, la Société a fait des ajustements au gain sur dilution consécutif à la fusion entre CSR et Sirius, dans le but de tenir compte des exigences de la comptabilisation des prises de contrôle inversées et de refléter les pertes dans Sirius qui n'avaient pas été constatées antérieurement. Ces ajustements ont eu pour effet de diminuer le gain sur dilution de 13,5 millions de dollars.

C. Transactions avec des entités liées à une autorité publique

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

Ces transactions sont effectuées dans le cadre normal des activités de la Société, à des conditions comparables à celles qui caractérisent les transactions faites avec d'autres entités non liées à une autorité publique. Dans le contexte de l'achat et de la vente de biens et de services, CBC/Radio-Canada s'est dotée de politiques d'approvisionnement, d'une stratégie de fixation des prix et d'un processus d'approbation qui ne tiennent pas compte des liens des contreparties avec une autorité publique.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012, la valeur globale des transactions significatives effectuées par la Société avec des parties liées à une autorité publique s'élève à 0,5 million de dollars (0,4 million en 2011) et à 0,2 million de dollars (0,06 million en 2011) pour la prestation de services et l'achat de biens et de services respectivement. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012, la valeur globale des transactions significatives effectuées par la Société avec des parties liées à une autorité publique s'élève à 0,6 million de dollars (0,9 million en 2011) et à 0,2 million de dollars (0,4 million en 2011) pour la prestation de services et l'achat de biens et de services respectivement. Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée dans la période de six mois terminée le 30 septembre 2012 (aucune en 2011).

18. Instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie, des clients et autres créances, de la tranche à court terme des billets à recevoir de la tranche à court terme de l'investissement net dans un contrat de location financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche à court terme de la dette obligataire, de la tranche à court terme de l'investissement net dans un contrat de location-financement, de la tranche à court terme de l'obligation au titre de contrats de location-financement, de la tranche à court terme des effets à payer et le passif d'encaissement anticipé avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres instruments financiers de la Société :

(en milliers de dollars)	30 septembre 2012		31 mars 2012			
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Méthode[1]	Note
Instruments financiers évalués à la juste valeur :						
Actifs financiers dérivés	96	96	80	80	Niveau 1	(a)
Actifs financiers dérivés – options sur actions	78	78	53	53	Niveau 2	(b)
Passifs financiers dérivés	70	70	11	11	Niveau 1	(a)
Instruments financiers évalués au coût amorti :						
Billets à recevoir (non courant)	49 779	58 504	49 903	58 764		(c)
Investissement net dans un contrat de location-financement (non courant)	52 770	64 789	54 077	64 989		(c)
Dette obligataire (non courant)	282 877	394 084	288 533	396 127		(d)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	48 916	55 784	54 206	58 965		(d)
Effets à payer (non courant)	116 002	136 075	116 885	132 835		(d)

[1] La méthode renvoie à la hiérarchie décrite ci-dessous. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 - prix cotés d'instruments d'actif ou de passif identiques sur des marchés actifs
- Niveau 2 - données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables directement
- Niveau 3 - données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables)

(a) La juste valeur repose sur les cours du marché à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options.

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus et actualisée au moyen de taux reflétant la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus et actualisée au moyen des taux des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables.

19. Engagements

A. Engagements liés à la programmation et à des contrats de location simple et autres engagements

La Société a conclu des engagements concernant le renouvellement de contrats d'achat et la signature de nouveaux contrats d'achat. La direction estime à 223,4 millions de dollars les charges qu'entraîneront dans l'avenir les nouveaux engagements pris au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2012. À cette date, la Société avait, au total, des engagements de 925,6 millions de dollars devant être payés au cours des 15 prochaines années.

B. La Société en tant que bailleur – contrats de location simple

La Société a obtenu l'approbation finale de son projet de donner en location une partie du Centre canadien de radiodiffusion à Toronto. Le contrat de location devrait entrer en vigueur en mars 2013, dès que certaines améliorations auront été apportées à l'immeuble. Il est d'une durée de 49 ans et trois mois moins un jour. Les paiements au titre de la location totalisent, sur une base non actualisée, 344,6 millions de dollars.